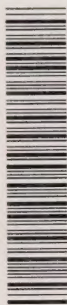


CAI

HW

- 5/E 55

Government
Publications



3 1761 1155864 5

Canada. Dept. of National Health & Welfare

CA1

HW

51E55

Enquête nationale
sur la récréation
dans les localités canadiennes

Sous les auspices de:

Le Conseil national d'aptitude physique

La Fédération canadienne des maires et des municipalités

L'Association canadienne des parcs et de la récréation

Préparé et distribué par le

Service de l'aptitude physique

Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

*Enquête nationale
sur la récréation
dans les localités canadiennes*

Sous les auspices de:

Le Conseil national d'aptitude physique

La Fédération canadienne des maires et des municipalités

L'Association canadienne des parcs et de la récréation

Ottawa
Edmond Cloutier, C.M.G., O.A., D.S.P.,
Imprimeur du Roi et Contrôleur de la Papeterie,
1951





Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

623575
17.11.55

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Remerciements	4
Introduction	5
Notes sur le tableau A - Administration	8
Tableau A - ADMINISTRATION	9
Tableau A1 - Administration du programme	19
Tableau A2 - Immobilisations pour les installations des municipalités	20
Tableau A3 - Crédits aux services récréatifs à même les impôts	21
Tableau A4 - Subventions aux organismes à même les impôts	22
Tableau A5 - Systèmes de financement des installations récréatives	23
Tableau A6 - Systèmes de location des installations	24
Tableau A7 - Lignes de conduite relatives au personnel	25
Tableau A8 - Qualités requises des directeurs de la récréation	26
Note sur le tableau B - Installations municipales	28
Tableau B - INSTALLATIONS	29
Analyse du tableau B - Installations municipales	35
Tableau B1 - Répartition des 20 installations les plus fréquentes	36
Tableau C - USAGE RECREATIF DES AUTRES INSTALLATIONS MUNICIPALES	37
Analyse du tableau C	38
RAPPORT SUR LES REGIONS RURALES	39
Alberta	
Saskatchewan	
Appendice A - Liste alphabétique des localités qui ont fait rapport	
Appendice B - Liste des localités qui ont fait rapport, par province	
Appendice C - Sommaire du rapport du Comité des recherches du C.N.A.P.	

REMERCIEMENTS

Nous remercions la Fédération canadienne des maires et des municipalités et l'Association canadienne des parcs et de la récréation de leur généreuse collaboration à l'enquête. Nous rendons aussi hommage aux maires et présidents de conseils municipaux, aux greffiers municipaux, aux directeurs de la récréation et à tous les autres dont la coopération et l'assistance a rendu possible le présent rapport.

Il faut encore mentionner de manière spéciale les personnes suivantes, qui ont consacré beaucoup de leur temps à l'entreprise, et sans les contributions de qui l'enquête n'aurait pas pu avoir lieu.

Fédération canadienne des maires et des municipalités

Secrétaire administratif: M. G.S. Mooney

Association canadienne des parcs et de la récréation

Membre administratif: M. M. Custeau

Conseil national de l'aptitude physique

- | | | |
|-------------------|---|--|
| M. M. H. Brewer | - | Adj. au surintendant de l'instruction publique, Fredericton, N.-B. |
| M. H. M. Devenney | - | Directeur de l'éducation physique et de la récréation, Winnipeg, Manitoba |
| M. H. A. Noble | - | Directeur de l'aptitude physique, Halifax, N.-E. |
| M. J. H. Ross | - | (Prés. supp.) Directeur de la santé et de la récréation, Calgary, Alberta. |
| M. L. W. Shaw | - | Sous-ministre et directeur de l'instruction publique, Charlottetown, I.P.-E. |
| M. E. W. Stinson | - | Directeur de l'aptitude physique, Regina, Sask. |
| M. J. K. Tett | - | Directeur des Services des programmes sociaux, Toronto, Ontario |

Directeurs provinciaux

- | | | |
|-------------------|---|---|
| M. R. J. Phillips | - | Directeur adjoint de l'éducation physique et de la récréation, Vancouver, C.-B. |
| M. W. W. Reid | - | Directeur de l'aptitude physique, Charlottetown, I.P.-E. |
| M. S. T. Spicer | - | Directeur de l'éducation physique et de la récréation, Fredericton, N.-B. |

INTRODUCTION

Le Conseil national d'aptitude physique a entrepris en 1949-1950 une enquête nationale sur les services récréatifs. La demande initiale, présentée sous forme de rapport par l'Association canadienne des parcs et de la récréation, proposait l'élaboration de normes pour les installations, l'entretien, le programme et le personnel. Les Etats-Unis et d'autres pays ont bien des normes, mais la situation canadienne diffère beaucoup. En conséquence, on a décidé de trouver les installations et services courants et les lignes de conduite administratives les plus en usage.

Comme il n'était pas pratique de demander les données à chaque localité d'une population supérieure à 1,000 âmes, on a interrogé toutes celles dont la population s'élève à 5,000 et plus et un septième de celles qui ont de 1,000 à 5,000 âmes.

But de l'étude

Le questionnaire ne cherchait pas à embrasser tous les aspects du programme. Parmi les principaux articles visés par la demande, on avait déjà, croyait-on des renseignements considérables sur les normes et pratiques désirables et les normes de programmes. Les normes d'entretien à créer ont semblé très liées aux normes des installations encore à établir. Voilà pourquoi l'aspect des "installations" a pris dans l'enquête le premier plan.

On a eu une grande difficulté à obtenir les données fondamentales, car maintes localités avaient de maigres dossiers, et d'autres ne savaient pas au début qu'elles dépensaient de l'argent public pour la récréation. Plusieurs, après avoir répondu qu'elles n'avaient pas de programme récréatif, ont découvert, avec l'aide d'un agent itinérant du bureau provincial, qu'elles avaient consacré plus de cinq mille dollars à la récréation pendant l'année!

Méthodes employées

On a envoyé des questionnaires aux secrétaires administratifs de la Fédération canadienne des maires et des municipalités, lesquels secrétaires les ont distribués à leur tour à toutes les localités de 5,000 habitants et plus. Les lettres de relance ont assuré un fort pourcentage de réponses. L'Association des parcs et de la récréation a aidé, par ses membres, les petites localités à remplir la formule. Les bureaux provinciaux de l'aptitude ont accordé, sur demande, les services de leurs personnels itinérants, et ont en outre pris contact avec les localités choisies par statistique parmi les moins de 5,000 et avec une région rurale typique dans chaque province. Le Service de l'aptitude physique, au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Ottawa, a combiné les réponses et les a mises en un rapport. Les données ainsi obtenues offrent, estime-t-on, une idée utile de la situation de la récréation au Canada en 1948.

Pourquoi une telle enquête?

Les autorités conviennent que la "récréation s'impose aux individus comme êtres humains". Beaucoup ont un revenu si restreint, un travail si monotone, un logis si encombré et un milieu si sombre que la récréation saine leur devient une nécessité fondamentale. La manière dont un individu emploie ses loisirs se reflète non seulement dans son bonheur et son bien-être, mais aussi dans sa valeur comme citoyen. A aider les personnes à vivre une vie plus riche, plus pleine, grâce à la récréation saine, chaque municipalité apporte une importante contribution au bien-être des Canadiens. Aussi les services de récréation sont-ils en grande partie une responsabilité locale.

A moins que l'amélioration et l'expansion des occasions récréatives ne se rattachent à un objectif commun partagé par d'autres services municipaux ou sociaux, les erreurs coûteuses ne sauraient s'éviter. Il faut établir des sauvegardes raisonnables pour assurer un progrès solide. La récente et rapide multiplication des localités, grandes et petites, qui ont agrandi leur récréation locale, témoigne un sentiment grandissant de cette nécessité. L'opinion publique non seulement favorise de plus grandes dépenses, mais souvent demande même de meilleures occasions pour les citoyens de tout âge, pendant l'année entière.

Problème fondamental

Régions et installations, voilà les instruments sans lesquels la récréation locale ne peut réussir. Presque toutes les localités rencontrent deux grands problèmes: 1) déterminer le nombre et le genre des installations requises pour constituer un système approprié et acceptable; et 2) fixer le montant qu'elles peuvent en toute sagesse consacrer, à même les impôts, aux immobilisations en installations.

L'acquisition et le développement de terrains et de constructions forment la caractéristique primaire de tout système satisfaisant. Peu de localités demeurent stationnaires et il faut mesurer l'action aux besoins futurs; aussi l'absence d'organisation sage et surtout le retard à acheter le terrain peuvent-ils coûter cher.

Les consommateurs, tout comme les autorités administratives, requièrent l'orientation par des normes, pour obtenir une idée nette des frais afférents aux services. Ils doivent savoir ce que la raison permet d'attendre des sommes payées et ainsi pouvoir mieux décider les organisations futures. L'élaboration facile exige de la prévision et de la flexibilité. L'expérience le prouve, une fois la propriété acquise, il est difficile de la changer ou de l'agrandir. Une fois l'édifice bâti, on peut rarement le remplacer par un autre plus pratique. Il ne suffit pas de songer aux besoins courants. Souvent les installations se démodent longtemps avant le dernier paiement.

Que devrait coûter la récréation?

Question pertinente, quand on demande tant au contribuable et au donateur. Fonds donnés, levés par impôts directs ou obtenus autrement, peu importe, le consommateur paie la note.

Le coût des services de consommation fournis par les impôts peut s'évaluer avec assez d'exactitude. Aux Etats-Unis en 1948, les autorités de la récréation ont estimé que les services adéquats coûteraient \$2.25 par tête. Si les chiffres déclarés dépeignent bien le Canada entier, nous pouvons estimer que les Canadiens ont dépensé pour la récréation en 1948 \$6,892,375 à même les impôts municipaux. Les états financiers montrent que sept gouvernements provinciaux collaborant au programme national d'aptitude physique ont dépensé \$193,467⁽¹⁾, non compris les subventions fédérales accordées aux services d'aptitude et de récréation pour l'exercice de 1948-1949. En 1948-1949, le gouvernement fédéral a déboursé \$75,894 en subventions aux sept provinces participantes⁽²⁾ et \$48,871⁽¹⁾ en services rendus par son bureau même.

Les dépenses effectuées pour la récréation par l'administration locale, provinciale et fédérale sont difficiles à préciser, parce qu'elles peuvent se trouver éparpillées dans plusieurs services municipaux ou gouvernementaux. Par exemple, les chiffres donnés plus haut pour les dépenses provinciales et fédérales ne comprennent que les déboursés consacrés au programme national d'aptitude physique. Ils ne tiennent aucun compte des dépenses récréatives faites par les autres départements ou agences. Et

(1) Cette somme ne comprend pas les dépenses faites par les autres ministères qui contribuent aux services totaux de la récréation au Canada.

(2) Non compris l'Ontario, le Québec et Terre-Neuve. L'Ontario n'a commencé qu'en 1949 à participer au programme.

même si l'on pouvait donner le chiffre précis de toutes les dépenses gouvernementales en ce domaine, on ne doit pas oublier qu'il ne représente qu'une partie de la somme totale consacrée aux services récréatifs par le peuple canadien. Organismes, donations, legs, campagnes, caisses de bienfaisance, fournissent un montant très considérable. Les chiffres exacts manquent, mais les organismes non gouvernementaux auraient dépensé environ 4 millions de dollars⁽³⁾ pour la récréation en 1948, estime-t-on.

Devant les imperfections des chiffres disponibles, qui n'englobent pas les dépenses faites par plusieurs ministères provinciaux et fédéraux, par les agences bénévoles et par les donations, on peut conclure que le montant total équivaut à peu près à \$1 par tête en 1948 pour tout le Canada.

Lacunes discernées

Selon l'enquête, on a consacré très peu d'attention et d'argent aux besoins des adultes plus âgés, ces vieux contribuables qui requièrent et méritent des installations locales inabordables à leurs ressources individuelles.

Les ouvriers de l'industrie, eux aussi, ont besoin de services plus nombreux et meilleurs. Absences, "courte période de maladie" et "manque général de vigueur", constituent des problèmes bien réels et servent à hausser le coût de production. Plusieurs d'entre eux s'éliminent, au moins en partie, si l'on assure occasions et services convenables de récréation. Les grandes maisons industrielles savent bien l'importance de placer leurs usines dans les localités qui offrent une récréation publique adéquate dans ses installations et ses services, et qui permettent ainsi en dehors du travail les dérivatifs nécessaires à l'accomplissement convenable de la tâche journalière.

Récapitulation

On prie les administrateurs de tout le pays de fournir, à coût minimum, aux citoyens, jeunes et vieux, des occasions de récréation saine et féconde pendant les loisirs. Il y a tout lieu de le croire, une coopération plus étroite entre les agences gouvernementales et les organismes bénévoles de tous genres améliorerait les programmes récréatifs des Canadiens, et toutes ces associations, à l'avenir, pourraient rendre des services encore plus efficaces. Une prudente appréciation de la pratique courante, une élaboration précise et solide en vue d'une amélioration progressive pendant les années à venir peuvent assurer aux Canadiens des chances de récréation supérieures à celles dont ils jouissent à l'heure actuelle.

(3) Estimation approximative fondée sur les renseignements fournis par le Conseil canadien du bien-être social.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES -A - AdministrationNOTES

Numéro d'ordre	Municipalités	Remarques
4	Montréal, (P.Q.)	Commission consultative.
6	Québec, (P.Q.)	Comité consultatif ou Commission.
14	Kingston, Ont.	Terrains de jeux d'été seulement.
25	Verdun, Que.	Immobilisations à même le revenu.
45	Moncton, N.B.	La ville fournit plusieurs services gratuits, non indiqués dans le budget.
51	Oshawa, Ont.	Comité de la récréation créé en 1949.
57	St-Hyacinthe, (P.Q.)	\$24,000 portés au budget municipal en général, et \$900 au budget de la récréation.
63	Sydney, N.-E.	Le Conseil de l'instruction publique emploie un directeur.
125	Copper Cliff, Ont.	Le programme de récréation relève de l'Industrie.
163	Temiscaming, (P.Q.)	Payé à même les fonds de l'Industrie; la vente de la bière relève des autorités municipales. Le directeur est payé par l'Industrie.

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA RÉCREATION DANS LES MUNICIPALITÉS CANADIENNES - A - Administration

Note: * signifie les sommes dépensées en immobilisations
A signifie les loyers insignifiants

B signifie loyers couvrant frais seulement
C signifie loyers rapportant un profit

Y signifie Oui
N signifie Non

9.

Numéro d'ordre	Localités par groupe de population	AUTORITÉ ADMINISTRATIVE (EXECUTIVE)								FINANCE										Direction du programme				Numéro d'ordre
		Autorité	Bureaux de l'exécutif	Composition de l'autorité					Revenu		Dépenses				Installations	Direction du programme								
				Conseil de ville	Commission scolaire	Commission des parcs	Service de santé	Autres élus	Comité consultatif	Impôts reçus 1948	Loyers (voir notes)	Immobilisations récréatives 1948	Dépenses en immobilisations portées au budget de la récréation Au budget mun. en gén.	Subventions		Valeur courante des immobilisations à date	Directeur employé	Directeur responsable envers	Qualités requises	Continuité prévue Retraite prévue				
														Nombre de subventions à des organismes privés et à des organismes locaux							Montant des subventions			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		
	100,000 et plus									\$		\$				\$	\$							
1	Calgary (Alb.)	Service des parcs	Commission de la récréation Parcs et terrains de jeux	5	-	-	-	-	6	61,195. 4,000. *	A	4,000.	Y	-	-	-	290,071. (Immeuble et outillage seulement)	Y	Commissaire municipal	Expérience	Y	N	1	
2	Edmonton (Alb.)	Commissaire municipal	Commission de la récréation Parcs et terrains de jeux	2	2	-	-	-	5	150,026.	B	51,417.	-	Y	6	24,418.	1,500,000.	Y	Commissaire municipal	B.A. avec spéc. en serv. soc. ou en éd. phys.	Y	N	2	
3	Hamilton (Ont.)	Conseil de la récréation	Conseil de la récréation Association de la récréation	4	1	2	-	-	9	74,116. 9,000. *	A	9,000.	Y	-	-	-	11,234,000.	Y	Président, conseil de la récr.	Par la Communauté des programmes	Y	N	3	
4	Montréal (P.Q.)	Directeur des travaux publics	Service jeux et sports Parcs des travaux publics (voir note)	-	-	1	-	-	5	1,58 Q400.	-	284,100.	-	Y	3	6,200.	30,000,000. approx.	Y	Directeur des travaux publics	Examen du Service Civil	Y	Y	4	
5	Ottawa (Ont.)	Maire	Service terrains de jeux Commission de la récréation	7	-	-	-	-	-	205,000.	-	85,000.	-	Y	-	-	3,639,940.	Y	Commissariat municipal	Expérience	Y	Y	5	
6	Québec (P.Q.)	Maire	Département parcs et récréation (Voir note)	4	-	-	-	-	7	39,600.	-	173,157.	-	Y	3	2,100.	1,250,000.	Y	Maire en conseil	Normes établies par Croix-rouge et université	N	N	6	
7	Toronto (Ont.)	Commissaire, parcs et récréation	Département parcs et récréation	1	-	9	-	-	-	709,107.	C	2,815,345.	-	Y	9 plus	70,000.	25,231,685.	Y	Commissaire	Examen du Service Civil	Y	Y	7	
8	Vancouver (C.B.)	Maire	Commission des parcs	-	-	7	-	-	-	463,800.	-	400,000.	-	Y	-	-	6,000,000.	Y	Bureau des Commissaires	Administratives	Y	Y	8	
9	Windsor (Ont.)	Maire	Commission de récréation	4	-	-	-	-	5	38,000.	A	-	-	Y	-	500.	1,000,000.	Y	Commission de la récréation	Diplômé d'université	Y	Y	9	
10	Winnipeg (Man.)	Maire	Commission des parcs	6	-	-	-	-	4	435,091	-	205,794.	-	Y	-	-	3,161,968.	Y	Commission des parcs	Diplômé d'université plus expérience	Y	Y	10	

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
	30,000 à 99,999									\$		\$				\$	\$						
11	Brantford (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	4	1	2	-	-	17	24,100. 22,000.±	C	22,000.	-	Y	-	-	1,000,000.	Y	Commission de la ré- création	Diplômé d'université plus expérience	Y	N	11
12	Fort William (Ont.)	Maire	Conseil des parcs Comité municipal de la ré- création	2	1	1	-	-	-	10,500. 2,500.±	-	2,500.	Y	-	-	-	300,000- (en 1949)	Y	Surintendant des parcs	Personnel de plus expérience	Y	Y	12
13	Hull (P.Q.)	Maire	Commission terrains de jeux et ré- création	6	-	-	-	-	7	7,000.	-	-	-	Y	Plusieurs	1,000.	70,375.	N	-	-	-	-	13
14	Kingston (Ont.)	Maire	Commission terrains de jeux et des immeubles	7	-	-	-	-	10	11,900.	B	-	-	Y	1	2,500.	639,345.	N	-	(Voir note)			14
15	Kitchener (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	2	4	1	-	-	3	17,409.	-	1,868.	-	Y	4	1,900.	560,820.	Y	Commission de la ré- création	Diplômé d'université plus expérience	Y	N	15
16	London (Ont.)	Maire	Commission de service public	1	-	-	-	4	-	50,000.	-	-	-	-	-	-	non évaluées	Y	Commission de service public	Expérience	Y	N	16
17	Outremont (P.Q.)	Maire	Commission des parcs, terrains de jeux, hygiène	4	-	-	-	-	-	114,975.	B	-	-	-	-	-	-	N	-	-	-	-	17
18	Regina, (Sask.)	Maire	Commission des parcs Commission de récréation	3	-	-	-	-	2 5	63,412. 25,000.±	-	25,000.	Y	-	-	-	938,000.	Y	Surintendant des parcs	Expérience	Y	N	18
19	Saskatoon (Sask.)	Maire	Maire en conseil	3	5	1	-	-	9	21,800. 7,000.±	-	7,000.	Y	-	3	700.	128,000. non comprise valeur du terrain	Y	Association des terrains de jeux	Expérience	Y	Y	19
20	Sherbrooke (P.Q.)	Maire	Commission des parcs	5	-	-	-	-	-	60,000.	-	-	-	Y	-	-	20,000.	N	-	-	-	-	20
21	Saint-Jean (N.B.)	Maire	Conseil municipal	1	1	-	-	-	3	27,050.	-	2,069.	-	Y	6	3,750.	55,000.	Y	Conseil municipal	Diplômé d'université plus expérience	Y	Y	21
22	Saint-Jean (T.N.)	Maire	Commission des parcs	4	-	-	-	-	3	42,000. 5,000.±	-	5,000.	Y	-	-	-	non évaluées	Y	Conseil municipal et parcs	Expérience	Y	Y	22
23	Sudbury (Ont.)	Maire	Commission des parcs Commission de la récréation	2 4	- -	- -	- -	5 3	-	13,000. 5,000.±	C	5,000.	Y	-	10	2,000.	600,000.	Y	Conseil municipal	Diplômé en éd. phys.- Expérience	Y	N	23
24	Les Trois-Rivières (P.Q.)	Maire	Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	260,400.	-	40,300.	-	Y	Beaucoup	17,600.	2,290,000.	N	-	-	-	-	24
25	Verdun (P.Q.)	Maire	Commission des terrains de jeux	2	-	-	-	-	7	74,468.	-	97,750.	-	-	-	-	1,372,080.	Y	Gérant général (été seulement)	Diplômé d'université plus expérience	N	N	25
26	Victoria (C.B.)	Maire	Comité des parcs	3	-	-	-	-	-	3,983.	B	390,700.	Min- ni- le- vé Y	E- 6	3,983.	-	Y	Administration en ré- création des parcs (été) professeur	Formation en ré- création et professeur	N	N	26	
27	York Twp. (Ont.)	Président du Conseil municipal	Conseil de commune	3	2	-	-	-	6	100,000.	-	-	-	Y	-	-	300,000.	Y	Surint. parcs et récréation	Formation expérience	Y	N	27

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
	10,000 à 29,999									\$		\$				\$	\$						
28	Barrie (Ont.)	Maire	Conseil de la récréation	2	-	-	-	-	5	3,000.	-	-	-	Y	-	-	150,000.	Y	Conseil de la récréation	-	N	N	28
29	Brandon (Man.)	Aucune	Aucune	-	-	-	-	-	-	-	-	-				-	-	N	-	-	-	29	
30	Charlottetown (I.P.-E.)	Maire	Commission des terrains de jeux	1	-	-	-	-		1,000.	-	-	-	-	-	-	5,000. (Outillage seulement)	N	-	-	-	30	
31	Chatham (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	1	-	-	-	9	-	21,258.38	A	-	Y	-	-	-	334,772.	Y	Commission de la récréation	-	Y	N	31
32	Cornwall (Ont.)	Maire	Commission des parcs	-	-	-	-	-	15	33,346.	-	-	Y	-	-	-	100,000. environ	Y	Conseil municipal	Expérience	Y	Y	32
33	Dartmouth (N.-E.)	Aucune	Aucun	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	N	-	-	-	33	
34	Forest Hill (Ont.)	Conseil municipal	Comité de la récréation	2	2	-	-	-	8	11,600.	-	-	Y	-	-	-	-	Y	Comité de la récréation	Habileté en admin. plus expérience	N	N	34
35	Fredericton (N.-B.)	Maire	Commission de la récréation	5	-	-	-	-	-	11,000. 5,000.*	-	5,000.	Y	-	-	-	500,000.	Y	Commission de la récréation	Formation universitaire plus expérience	Y	Y	35
36	Glace Bay (N.-E.)	Aucune	Aucun							Aucun	-	Aucune					-	N	-	-	-	36	
37	Guelph (Ont.)	Maire	Centre récréatif et Commission de la récréation	2	1	1		3		10,600.	C	-	-	-	4	3,000.	Pas d'évaluation	Y	Centre rec. et Com. de réo.	Par la communauté des programmes	N	N	37
38	Joliette (P.Q.)	Maire	Oeuvre paroissiale dans la municipalité	-	-	-	-	-	-	4,000.	A	-	Y	-	5	4,000.	500.	N	-	-	-	38	
39	Jonquière (P.Q.)	Maire	Oeuvre paroissiale dans la municipalité	-	-	-	-	-	-	3,000.	-	-	-	-	5	3,000.	Non indiquées	N	-	-	-	39	
40	Leaside (Ont.)	Maire	Comité de la récréation	2	2	1			13	21,000.	B	-	-	Y	-	-	112,254.	Y	Comité de la récréation	Diplômé d'université plus expérience	Y	N	40
41	Lethbridge (Alb.)	Maire	Commission de la récréation	1		1			6	12,225. 174,000.*	-	174,000	Y	-	1	72.	665,000.	Y	(1949)	-	Y	N	41
42	Lévis (P.Q.)	Maire	Commission des sports	1	-	-	-	-		700.	-	-	-	-	-	700.	-	N	-	-	-	42	
43	Medicine Hat (Alb.)	Maire	Commission de la récréation	1	2	-	-	-	6	2,500.	-	-	-	-	-	-	175,000.	Y	Commission de la récréation	Expérience	Y	N	43
44	Mimico (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	1	1	-	-	5	-	907.	-	-	-	-	-	-	65,000.	Y	Commission de la récréation	Diplômé d'université plus expérience	N	N	44

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
45	Moncton (N.-B.)	Maire	Comité des parcs et conseil municipal	-	-	-	-	-	-	3,000. (Voir note)	-	-	-	Y	Plusieurs	3,000.	350,000.	N	-	-	-	45	
46	Moose Jaw (Sask.)	Maire	Commission de la récréation	1	-	3	-	-	9	12,101.	A	-	-	-	-	-	200,000.	Y	Commission de la récréation	Expérience en administration	Y	N	46
47	New Westminster (C.-B.)	Maire	Commission des parcs	-	-	3	-	-	-	2,500.	-	-	-	-	-	-	750,000.	Y	Commission des parcs	Non indiquées	N	N	47
48	Niagara Falls (Ont.)	Maire	Commission des parcs	-	-	-	-	-	-	19,740.	A	-	-	Y	Plusieurs	210.	415,000.	N	-	-	-	-	48
49	North Bay (Ont.)	Maire	Conseil local de la récréation	2	-	-	-	-	13	8,900. 3,000.2	C	3,000.	Y	-	-	-	200,000.	Y	Conseil local de la récréation	Par la commission des programmes	Y	N	49
50	Orillia (Ont.)	Aucune	Aucun							Aucun	-	Aucune					Aucune	N	-	-	-	-	50
51	Oshawa (Ont.)	Maire	Association locale de la récréation (Voir note)	2	-	-	-	-	23	5,000. 2,935.2	A	2,935.	Y	-	A l'association locale de la récréation	5,000.	161,280.	Y	Directeurs d'association	Dipl. en service social et expérience	Y	N	51
52	Owen Sound (Ont.)	Maire	Comité de la récréation	1	-	-	-	6	-	4,466. 5,000.2	-	5,000.	Y	-	1	Non indiquées	150,000.	N	-	-	-	-	52
53	Peterborough (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	3	-	-	-	-	11	14,000.	A	-	-	Y	3	5,488.	400,000.	Y	Commission de la récréation	Dipl. en éd. phys. & en récréation. Expérience	N	N	53
54	Port Arthur (Ont.)	Maire	Comité de la récréation	2	1	2	-	2	-	25,655.	-	46,000.	-	Y	Plusieurs directement du Conseil	17,655.	450,000.	Y	Commission de la récréation	Par la commission des programmes	Y	N	54
55	Prince Albert (Sask.)	Maire	Commission de la récréation	3	-	-	-	-	-	12,150. 2,800.2	A	2,800.	Y	-	Plusieurs	4,000.	275,000.	N	-	-	-	-	55
56	St. Boniface (Man.)	Maire	Commission des parcs publics	6	-	-	-	-	5	2,557.	-	-	-	Y	5	2,557.	160,430.	N	-	-	-	-	56
57	St. Hyacinthe (P.Q.)	Maire	Comité des parcs et amusements	5	-	-	-	-	-	24,100. 900.2	-	25,000. (Voir note)	-	Y	-	-	290,500.	N	-	-	-	-	57
58	St-Jean (P.Q.)	Maire	Association des terrains de jeux							4,000.	-	-	-	-	1	4,000.	-	N	-	-	-	-	58
59	St. Thomas (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	3	1	-	-	-	6	14,900.	B	3,477.	-	Y	1	150.	250,000.	Y	Commission de la récréation	Expérience	Y	N	59
60	Sault Ste-Marie (Ont.)	Maire	Comité de la récréation	6	-	-	-	-	-	12,452. 5,314.2	-	2,500.	Y	-	2	250.	Non évaluées	Y	Comité de la récréation	Formation et expérience	Y	N	60
61	Sorel (P.Q.)	Programme institué en 1949	-							-	-	-	-	-	-	-	-	N	-	-	-	-	61
62	Stratford (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	2	3	1	-	5	-	2,500.	-	-	Y	-	-	-	62,132.	Y	Commission de la récréation	Diplômé d'université	N	N	62

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
63	Sydney (N.-É.)	Aucune	Aucune	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	-	-	Aucune	(Voir note)	Cert. d'enseignement en éducation physique	Y	Y	63	
64	Thetford Mines (P.Q.)	Programme institué en 1950	-	-	-	-	-	-	-	3,500.	-	-	Y	-	3	3,500.	60,000.	N	-	-	-	64	
65	Truro (N.-É.)	Aucun programme	-	-	-	-	-	-	-	7,717.	-	-	-	-	5	7,717.	45,000.	N	-	-	-	65	
66	Waterloo (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	2	2	1	-	3	-	7,163.	-	-	-	-	-	-	160,000.	Y	Commission de la récréation	Compétence en récréation	Y	Y	66
67	Welland (Ont.)	Maire	Comité de la récréation	3	2	1	-	-	6	10,216.	A	85,300.	-	Y	4	1,950.	408,500.	Y	Comité de la récréation	Expérience et formation	Y	N	67
68	Westmount (P.Q.)	Gérant municipal	Comité des parcs	2	-	-	-	-	-	65,000. environ	A	-	-	Y	-	-	2,119,800.	Y	Gérant général	Formation spéciale et expérience	Y	N	68
69	Woodstock (Ont.)	Maire	Gérance, commission de la récréation	3	-	-	-	6	-	Aucun	-	14,000.	-	Y	-	-	8,000,000.	Y	Gérance	Expérience et personnalité	N	N	69
	5,000 à 9,999									\$		\$				\$	\$						
70	Amherst (N.-É.)	Maire	Commission parcs et terrains de jeux	2	-	-	-	-	3	4,350.	-	-	Y	-	-	-	4,646.	Y	Commission parcs et terrains de jeux	Par le Conseil provincial d'éducation physique	Y	N	70
71	Brampton (Ont.)	Maire	Ass. hygiène, éducation physique et récréation	3	-	-	-	-	57	6,600. 400.2	A	400.	Y	-	-	-	200,000.	Y	Président de la récréation	Par la commission des programmes	N	N	71
72	Cobourg (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	-	4	-	-	5	-	1,500.	A	2,200.	-	Y	-	-	2,900.	Y	Commission de la récréation	Diplômés en éducation physique	N	N	72
73	Delta District (C.-B.)	Aucune	Aucun	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	-	-	Aucune	N	-	-	-	-	73
74	Drumheller (Alb.)	Maire	Programme relevant d'organismes privés	-	-	-	-	-	-	4,500.	-	-	-	-	-	-	77,000.	N	-	-	-	-	74
75	Edmundston (N.-B.)	Maire	Aucun	-	-	-	-	-	-	4,424.	-	1,000.	-	Y	1	1,500.	Non indiquées	N	-	-	-	-	75
76	Fort Frances (Ont.)	Maire	Conseil de la récréation Gérance des parcs	2 6	- -	- -	- -	5 -	-	4,000. environ	-	-	-	Y	4	440.	57,500.	Y	Conseil de la récréation	Expérience	N	N	76
77	Ingersoll (Ont.)	Maire	Commission de la récréation Commission des parcs	1 Non indiquées	1 -	1 -	- -	5 -	-	4,000.	A	-	-	Y	1	1,000.	18,500.	N	-	-	-	-	77
78	Kamloops (C.-B.)	Maire	Commission des parcs	-	-	-	-	-	3	12,500.	A	3,240.	-	Y	1	700.	100,000.	N	-	-	-	-	78
79	Kelowna (C.-B.)	Maire	Commission de l'arène	1	-	-	-	-	6	2,000.	-	130,000.	-	Y	2	850.	375,000.	N	-	-	-	-	79

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
80	Kénogami (P.-Q.)	Maire	Terrains de jeux relevant d'organismes privés	-	-	-	-	-	-	2,000.	-	-	-	-	1	2,000.	-	N	-	-	-	-	80
81	Kenora (Ont.)	Maire	Comité des parcs	2	-	-	-	-	-	(8,075.) (1949)	-	-	-	Y	-	-	97,655. (Immeubles seulement)	N	-	-	-	-	81
82	Kimberley (C.-B.)	Maire	Centre réo. & Com. des parcs Ass. athlétique amateur	-	-	-	-	-	6	5,500.	A	-	-	-	3 De la Caisse de bienfaie.	(10,800.)	125,000.	Y	A.A.A.	Non indiquées	N	N	
83	La Tuque (P.-Q.)	Maire	Commission des parcs et organismes paroissiaux	-	-	-	-	-	Plus	4,800.	-	5,100.	-	Y	6	2,775. environ	3,300.	Y	Oeuvre paroissiale	Expérience et personnalité	N	N	83
84	Lauzon (P.-Q.)	Maire	Organismes privés	-	-	-	-	-	-	2,000.	-	-	-	Y	Plusieurs	2,000.	12,000.	N	-	-	-	-	84
85	Lindsay (Ont.)	Maire	Comité de la récréation	1	-	-	-	-	6	6,000.	-	37,500.	-	Y	-	-	123,672.	Y	Commission de la ré- création	De la Commission des programmes	Y	N	85
86	Longueuil (P.-Q.)	Maire	Cercle sportif et Association récréative	-	-	-	-	-	Plus	10,000.	-	8,000.	Y	-	-	-	60,000.	Y	Cercle sportif- Assoc. I. gréat.	Expérience et personnalité	N	N	86
87	Maple Ridge District (C.-B.)	Maire	Commission des parcs	-	-	5	-	-	-	3,012.	A	-	-	-	Plusieurs	200. environ	13,200.	N	-	-	-	-	87
88	Montmorency (P.-Q.)	Maire	Programme institué par l'Industrie	-	-	-	-	-	-	1,000.	-	-	-	-	1	1,000.	-	N	-	-	-	-	88
89	Nanaimo (C.-B.)	Aucune	Aucun	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	-	Aucun	Aucune	N	-	-	-	-	89
90	Nelson (C.-B.)	Maire	Commission du centre récréatif	-	-	-	-	-	5	Aucun	-	-	-	-	-	-	400,000.	Y	Commission du centre récréatif	Expérience en administration	N	N	90
91	New Toronto (Ont.)	Maire	Surintendant des parcs et terrains de jeux	-	-	-	-	-	-	16,500.	-	Non indiquées	-	-	8	800.	50,000.	N	-	-	-	-	91
92	New Waterford (N.-B.)	Aucune	Aucun	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	-	Aucun	Aucune	N	-	-	-	-	92
93	North Battleford (Sask.)	Maire	Organismes particuliers	-	-	-	-	-	-	2,500.	-	-	-	-	-	-	60,000.	N	-	-	-	-	93
94	North Cowichan (C.-B.)	Maire	Aucun	-	-	-	-	-	-	50.	-	-	-	-	2	50.	Néant	N	-	-	-	-	94
95	North Sydney (N.-B.)	Maire	Org. particuliers - Com. terrains de jeux et réo.	-	-	-	-	-	5	500.	-	-	-	-	Commission terrains de jeux et ré- création	500.	Néant	Y	Com. terrains de jeux et réo.	Diplômés en éducation physique	N	N	95
96	North Vancouver District (C.-B.)	Maire	Comité des parcs Centre récréatif	4	-	-	-	-	-	9,700. (Parcs seulement)	-	Néant	-	Y	-	-	81,000.	Y	Centre récréatif	Non indiquées	N	N	96
97	Penticton District (C.-B.)	Maire	Commission des parcs	1	-	-	-	-	3	11,592. 10,827. *	-	10,827.	Y	-	Aucune	Aucun	69,946.	N	-	-	-	-	97

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
98	Portage-la-Prairie (Man.)	Maire	Commission des parcs Com. terrains de jeux	3	-	-	-	-	6	3,827.	-	Néant	-	Y	Aucune	Aucun	63,000.	N	-	-	-	98	
99	Port Alberni (C.-B.)	Maire	Comité des parcs	3	-	-	-	1	-	Néant	C	30,000.	-	Y	Aucune	Aucun	35,614.	N	-	-	-	99	
100	Port Colborne (Ont.)	Aucun fond municipal employé	Commission de la récréation	-	-	-	-	-	21	Néant	-	Aucune	-	-	-	-	25,000.	N	-	-	-	100	
101	Preston (Ont.)	Maire	Commission des parcs	1	-	-	-	-	6	6,500.	-	Aucune	-	Y	Aucune	Aucun	40,800.	N	-	-	-	101	
102	Prince George (C.-B.)	Maire	Association du centre récréatif (organisme privé)	1	-	-	-	-	Plus	3,091.	-	Aucune	-	Y	1	3,091.	Non évaluées	Y	Association centre récréatif	Personnel et expérience	N	N	102
103	Prince Rupert (C.-B.)	Maire	Association du centre récréatif (organisme privé)	1	-	-	-	-	Plus	1,200.	-	Aucune	-	-	1	1,200.	25,000. (terrain non compris)	Y	Association centre récréatif	Expérience	N	N	103
104	Red Deer (Alb.)	Maire	Association athlétique	-	-	-	-	-	8	1,725.	-	Aucune	-	Y	-	-	6,650.	Y	Assoc. athlétique	Non indiquées	N	N	104
105	Renfrew (Ont.)	Aucun impôt employé	Commission de la récréation	1	3	-	-	-	4	Aucun	-	Aucune	Y	-	Aucune	Aucun	Non évaluées	Y	Commission de la récréation	Par la Commission des programmes	N	N	105
106	St-Lambert (P.Q.)	Maire	Président, Parcs et terrains de jeux	1	-	-	-	-	-	12,600.	-	Aucune	Y	-	Aucune	Aucun	61,580.	N	-	-	-	106	
107	Selkirk (Man.)	Maire	Commission des parcs	3	-	-	-	-	-	2,000.	-	60,000.	-	Y	1 (Conseil de la jeunesse)	600.	100,000.	Pas de recensement	Conseil de la jeunesse	Non indiquées	N	N	107
108	Saxee (Ont.)	Maire	Conseil municipal	1	1	1	-	-	-	5,200. 300. \$	-	300.	Y	-	Aucune	Aucun	Non évaluées	Y	Conseil municipal	Diplômé d'université et/ou expérience	Y	N	108
109	Springhill (N.-E.)	Maire	Organismes privés	-	-	-	-	-	-	6,000.	-	-	-	Y	2	6,000.	10,000. environ	N	-	-	-	109	
110	Stellarton (N.-E.)	Maire	Comité de la patinoire commémorative	4	-	-	-	-	3	Aucun	C	58,000.	-	Y	Aucune	Aucun	115,000.	N	-	-	-	110	
111	Summerside (Ile-P.-E.)	Aucun impôt employé	Aucun	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucun	Aucune	N	-	-	-	111	
112	Swift Current (Sask.)	Maire	Commission de la récréation	1	-	-	-	-	6	6,425.	-	-	-	Y	Aucune	Aucun	25,880.	Y	Conseil municipal	Formation en récréation	Y	N	112
113	Sydney Mines (N.-E.)	Aucun	Aucun	-	-	-	-	-	-	200.	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucun	Aucune	N	-	-	-	113	
114	Transcona (Man.)	Maire	Commission des parcs	3	-	-	-	-	6	1,700.	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucun	10,000.	N	-	-	-	114	
115	Vernon (C.-B.)	Maire	Commission des parcs	Comprend les membres du conseil municipal	-	-	-	-	-	7,922.	A	4,935.	-	Y	2	4,755.	370,400.	-	Commission des parcs (saisonnière s.)	-	N	N	115

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
116	Victoriaville (P.-Q.)	Maire	Association terrains de jeux (org. privé)	-	-	-	-	-	-	1,000.	-	-	-	-	1	1,000.	Aucune	N	-	-	-	-	116
117	Weyburn (Sask.)	Maire	Commission des parcs Commission patinoire	-	-	-	-	-	-	1,550.	-	Aucune	-	Y	4	1,250.	95,000.	Y	Com. des parcs Com. patinoire	Expérience et personnalité	Y	N	117
118	Yarmouth (N.-E.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	200.	-	Aucune	-	-	1	200.	Aucune	N	-	-	-	-	118
119	Yorkton (Sask.)	Aucun impôt employé	Comité des parcs	-	-	-	-	-	-	Remise d'impôts	-	Aucune	-	Y	-	-	150,000.	N	-	-	-	-	119
	2,500 à 4,999									\$		\$				\$	\$						
120	Arvida (P.-Q.)	Maire	Département des travaux publics	Non indiquée						27,000. 3,000.±	-	3,000.	Y	-	4 plus	3,700.	19,715.	N	-	-	-	-	120
121	Aurora (Ont.)	Pas de programme en 1948	-	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune en 1948		-	-	-	121
122	Bagotville (P.-Q.)	Maire	Organisme privé	-	-	-	-	-	-	1,000.	-	-	-	-	2	1,000.	Aucune	N	-	-	-	-	122
123	Bridgewater (N.-E.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	300.	-	Aucune	-	-	1	100.	2,000.	N	-	-	-	-	123
124	Camrose (Alb.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	100.	A	Aucune	-	-	1	100.	Non évaluées	N	-	-	-	-	124
125	Copper Cliff (Ont.)	(Voir note)	-	-	-	-	-	-	-	-	(B)	-	-	-	-	-	-	N	-	-	-	-	125
126	Cranbrook (C.-B.)	Maire	Comité des parcs	4	-	-	-	-	3	(300.) (1950)	B	(2,500.) (1950)	-	Y	2	(300.) (1950)	65,086.	Y	Comité des parcs	Promotion-Expérience	N	N	126
127	Geraldton (Ont.)	Maire	Comité municipal de la récréation	Formée en 1949 seulement						Aucun en 1948	-	Aucun en 1948	-	-	-	-	Aucune	Pas avant 1950		-	-	-	127
128	Gravenhurst (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	1	-	-	-	6	-	4,700.	B	Aucune	-	Y	1	1,350.	108,000.	Y	Commission de la récréation	Expérience	-	-	128
129	Kentville (N.-E.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	1,000.	-	Aucune	-	Y	1	1,000.	12,500.	N	-	-	-	-	129
130	Listowel (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	1	-	-	-	8	-	1,500.	-	Aucune	-	Y	Aucune	Aucune	60,000.	Y	Commission de la récréation	Degré en éd. phys. plus expérience	N	N	130
131	Liverpool (N.-E.)	Maire	Par-organismes privés	-	-	-	-	-	-	1,200.	-	Aucune	-	-	-	-	Non indiquées	N	-	-	-	-	131
132	Lorretteville (P.-Q.)	Maire	Oeuvre paroissiale	-	-	-	-	-	-	100.	-	Aucune	-	-	1	100.	Non indiquées	N	-	-	-	-	132

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
133	Montmagny (P.Q.)	Maire	Association des terrains de jeu	3	-	-	-	-	3	(1,000.) (sub. provinciale)	-	Aucune	-	-	-	-	Aucune	N	-	-	-	133
134	Paris, (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	1	1	-	-	7	-	3,621.	-	400.	Partiellement	Partiellement	4	180.	156,900.	N	-	-	-	134
135	Prescott (Ont.)	Maire	Gérance, Commission d'éducation récréative	1	2	-	-	6	-	625.	B	Aucune	-	-	Plusieurs	625.	56,000.	v s o	Gérance	Expérience et personnalités	N	N
136	Ste-Thérèse (P.Q.)	Maire	Oeuvre paroissiale	-	-	-	-	-	-	50.	-	Aucune	-	-	1	50.	Aucune	N	-	-	-	136
137	Wetaskiwin (Alb.)	Maire	Comité des parcs Conseil municipal	-	-	-	-	3	-	(14,103.) (en 1949)	B	Aucune	-	-	4	(7,103.)	40,000.	N	-	-	-	137
	1,000 à 2,499									\$		\$				\$	\$					
138	Arthur (Ont.)	Aucun impôt utilisé	Organisme privé	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucun	Aucune	N	-	-	-	138
139	Assiniboia (Sask.)	Maire	Comité des parcs	-	-	-	-	-	Plus	500.	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucun	12,000.	N	-	-	-	139
140	Baie-de-Shawinigan (P.Q.)	Maire	Oeuvre paroissiale	-	-	-	-	-	-	400.	A	400.	-	Y	4	400.	1,500.	N	-	-	-	140
141	Blairmore (Alb.)	Aucun impôt utilisé	Ass. sportive employant des fonds industriels	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	-	Aucun	Aucune	N	-	-	-	141
142	Bridgetown (N.-E.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	495.	-	Aucune	-	-	1	495.	1,000.	N	-	-	-	142
143	Canora (Sask.)	Maire	Commission des parcs, récréation et salubrité	2	-	-	-	-	-	90.	-	Aucune	-	Y	2	90.	25,000.	N	-	-	-	143
144	Chambly-Bassin (P.Q.)	Maire	Oeuvre paroissiale	-	-	-	-	-	-	100.	-	Aucune	-	-	1	100.	Non indiquée	N	-	-	-	144
145	Crystal Beach (Ont.)	Maire	Comité des parcs	3	-	-	-	-	-	100. 200. *	-	200.	Y	-	1	100.	5,000.	N	-	-	-	145
146	Elmira (Ont.)	Maire	Conseil municipal de la récréation	2	4	-	-	-	14	1,227.	A	-	-	Y	Aucune	Aucun	Aucune en 1948	Y	Conseil récréatif (saisonnier)	Non indiquée	N	N
147	Fort St. John (C.-B.)	Commission de village	Commission de village	-	-	-	-	-	-	500.	-	354.	-	Y	-	-	354.	N	-	-	-	147
148	Hampstead (P.Q.)	Maire	Association exécutive de la récréation	1	-	-	-	14	-	5,635.	-	15,000.	-	Y	1	400.	48,000.	N	-	-	-	148
149	La Pêrade (P.Q.)	Maire	Oeuvres paroissiales et privées	-	-	-	-	-	-	25.	A	-	-	-	1	25.	Aucune	N	-	-	-	149

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA RÉCREATION DANS LES MUNICIPALITÉS CANADIENNES - A - Administration

18.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
150	L'Épiphanie (P.Q.)	Maire	Oeuvres paroissiales et privées	-	-	-	-	-	-	125.	-	-	-	Y	4	125.	Aucune	N	-	-	-	-	150
151	Lloydminster (Sask.)	Maire	Comité, parcs, cimetière et bibliothèque	Plus	-	-	-	-	-	(2,700.) (1949)	-	Aucune	-	Y	6	(2,700.) (1949)	5,000.	N	-	-	-	-	151
152	MacLeod (Alb.)	Maire	Commission de l'arène Commission de la piscine	3	-	-	-	-	-	(1,220.) (1950)	B	(4,852.) (1950)	-	Y	-	-	Non évaluées	N	-	-	-	-	152
153	Mattawa (Ont.)	Maire	Commission de la récréation	-	-	-	-	7	-	Aucun	-	Aucune	-	Y	Aucune	Aucune	10,000.	N	-	-	-	-	153
154	Niagara (Ont.)	Maire	Conseil de la récréation Comité des parcs	-	-	-	-	-	Plus	1,600.	-	2,400.	-	Y	2	275.	100,000.	N	-	-	-	-	154
155	Oxford (N.-É.)	Aucun impôt utilisé	Aucun programme en marche	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucune	Aucune	N	-	-	-	-	155
156	Rawdon (P.Q.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	100.	-	3,000.	-	Y	1	100.	12,000.	N	-	-	-	-	156
157	Rigaud (P.Q.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	300.	-	1,000.	-	Y	1	300.	5,300.	N	-	-	-	-	157
158	Rockland (Ont.)	Aucun impôt utilisé	Comité de la récréation	2	-	-	-	5	-	Aucun	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucune	Aucune	Y	Comité de la ré- création	Non indiquées	N	N	158
159	Rosthern (Sask.)	Maire	Comité, parcs et cimetière	Plus	-	-	-	-	-	300.	B	Aucune	-	Y	-	-	1,200.	N	-	-	-	-	159
160	St-Césaire (P.Q.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	100.	-	Aucune	-	-	2	10 0.	Aucune	N	-	-	-	-	160
161	St-Gabriel-de-Brandon (P.Q.)	Maire	Oeuvres paroissiales et privées	-	-	-	-	-	-	Aucun	-	Aucune	-	-	Aucune	Aucune	2,000.	N	-	-	-	-	161
162	Salmon Arm (C.-B.)	Maire	Pas d'organisation	-	-	-	-	-	-	50.	-	-	-	-	1	50.	3,636.	N	-	-	-	-	162
163	Temiskaming (P.Q.)	Maire	Association municipale	-	-	-	-	-	Plus	9,675.	-	(Voir note)	-	-	6	8,000.	150,500.	Y	Assoc. municip. (Voir note)	Expérience et personnel	N	N	163
164	Terrebonne (P.Q.)	Maire	Oeuvres paroissiales	-	-	-	-	-	-	350.	-	Aucune	-	-	2	350.	618.	N	-	-	-	-	164

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

A1 - Administration du programme

LOCALITES				Responsables de l'administration									Nombre de localités sans organisme municipal de récréation	Nombre de localités déclarant plus d'un organisme municipal de récréation
				Organismes municipaux de récréation à membres choisis dans les organismes élus			Organismes municipaux de récréation à membres choisis dans les organismes élus et le public			Organismes municipaux de récréation à membres choisis par le grand public seulement				
Groupe de population	Nombre total de demandes	Nombre de réponses	Pourcentage de localités répondantes	Nombre de localités	Nombre moyen de membres	Localités à corps consultatif supplémentaire	Nombre de localités	Nombre moyen de membres	Localités à corps consultatif supplémentaire	Nombre de localités	Nombre moyen de membres	Localités à corps consultatif supplémentaire		
100,000 et plus	10	10	100	6	8	1	7	10	5	1	32	1	-	4
30,000 à 99,999	20	17	85	10	5	2	10	12	4	-	-	-	-	3
10,000 à 29,999	60	42	70	16	6	8	14	13	7	1	15	1	11	-
5,000 à 9,999	82	50	61	18	5	7	14	17	5	8	9	8	14	4
2,500 à 4,999	27 (a)	18	67	5	7	2	3	7	-	1	12	1	10	1
1,000 à 2,499	54 (a)	27	50	11	5	1	1	20	-	3	12	1	14	2
Régions rurales	9 (b)	2	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Total	263	166	63	66	6	21	49	13	21	14	12	12	51	14

NOTA: (a) Nombre demandé comme échantillon.
(b) Une région choisie dans chaque province.

Des 166 localités qui ont fait rapport 51, soit 39 p. cent, n'avaient pas d'organisme municipal de récréation en 1948.

Des 129 organismes municipaux de récréation qui ont répondu, 66, soit 51 p. cent, sont composés de membres choisis par les organismes élus seulement; 49, soit 38 p. cent, sont composés de membres choisis par les organismes élus et les représentants du grand public; tandis que 14, soit 11 p. cent, sont entièrement composés de personnes choisies par le grand public.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

A2 - Immobilisations pour les installations des municipalités

LOCALITES		Valeur totale des installations récréatives appartenant aux municipalités / 1	Immobilisation par les localités pour des installations récréatives en 1948 / 2
Groupe de population	Pourcentage de localités qui ont fait rapport		
100,000 et plus	100%	\$ 83,307,664.25	\$4,027,812.50
30,000 à 99,999	85%	8,273,619.90	599,187.53
10,000 à 29,999	70%	17,015,168.00	372,011.69
5,000 à 9,999	61%	3,064,547.85	351,501.71
2,500 à 4,999	67%	520,201.22	3,399.90
1,000 à 2,499	50%	383,107.73	22,353.75
TOTAL	63%	\$112,564,308.95	\$5,376,267.08

/1 Dans leurs rapports, beaucoup de municipalités ont déclaré les immobilisations initiales en installations récréatives plutôt que la valeur courante. En outre, il faut noter que ces dépenses ne semblent pas, non plus, comprendre le prix d'achat ni la valeur du terrain.

/2 Comprend les sommes dépensées pendant la période qu'elles se trouvent inscrites au budget municipal en général ou au budget de la récréation.

NOTA: Les dépenses pour installations récréatives se portent au budget général dans la plupart des cas.

Le total de cent douze millions indiqué au tableau A2 n'est qu'une partie des immobilisations globales effectuées par les localités pour des installations récréatives. Si l'on suppose que les rapports reçus sont représentatifs, l'évaluation suivante au pro rata a été faite pour l'ensemble du Canada, non comprises les localités à population inférieure à 1,000 âmes, et les régions rurales.

100,000 et plus	\$ 83,307,664.25
30,000 à 99,999	10,031,493.20
10,000 à 29,999	26,177,181.54
5,000 à 9,999	5,462,889.65
2,500 à 4,999	5,826,253.66
1,000 à 2,499	5,568,720.08
	<u>\$136,374,202.38</u>

Même cette évaluation reste bien au-dessous de ce que doivent être les chiffres réels. Les rapports indiquent que très peu de localités ont évalué toutes leurs installations récréatives municipales. Quelques rapports donnent seulement l'évaluation immobilière sans essayer d'évaluer les immeubles, les installations et l'outillage. Dans nombre de cas, les évaluations représentent le coût initial et ont ainsi peu ou pas de relation avec la valeur courante, encore moins avec le coût de remplacement. Les immeubles scolaires employés à la récréation n'ont pas été inclus dans cette partie du rapport.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

A3 - Crédits aux services récréatifs à même les impôts

Localités		Crédits récréatifs à même les impôts en 1948		
Groupe de population	Pourcentage de localités qui ont fait rapport	Montant absorbé par les dépenses courantes \$	Montant absorbé par les immobilisations ^{/1} \$	TOTAL
100,000 et plus	100%	3,756,334.48	13,000.00	3,769,334.48
30,000 à 99,999	85%	901,996.81	66,500.00	968,496.81
10,000 à 29,999	70%	422,153.73	199,135.00	621,288.73
5,000 à 9,999	61%	187,217.88	11,526.62	198,744.50
2,500 à 4,999	67%	41,196.11	3,000.00	44,196.11
1,000 à 2,499	50%	21,672.00	200.00	21,872.00
TOTAL	63%	5,330,571.01	293,361.62	5,623,932.63

^{/1} Ne comprend pas les immobilisations portées au budget municipal en général.

Le total de cinq millions et demi indiqué au tableau A3 n'est qu'une partie des immobilisations globales effectuées par les localités pour des installations récréatives. Si l'on suppose que les rapports reçus sont représentatifs, l'évaluation suivante au pro rata a été faite pour l'ensemble du Canada, non comprises les localités à population inférieure à 1,000 âmes, et les régions rurales.

100,000 et plus	\$3,769,334.48
30,000 à 99,999	1,139,408.01
10,000 à 29,999	887,555.33
5,000 à 9,999	325,810.66
2,500 à 4,999	464,059.16
1,000 à 2,499	306,208.00
	<u>\$6,892,375.64</u>

Ces chiffres ne comprennent que les sommes réellement portées aux budgets de la récréation. Dans nombre de cas, ils ne comprennent pas les dépenses pour les parcs, lorsque l'administration des parcs est distincte de celle de la récréation, et ne comprennent pas non plus les postes imputés au budget scolaire qui verse une contribution indirecte aux Services récréatifs.

Dans les centres moins importants les chiffres représentent une faible portion seulement des derniers publics globaux réellement dépensés pour la récréation. Dans certaines localités, les services récréatifs sont financés par la Campagne des caisses de bienfaisance. Dans les localités de langue française, la plupart des services récréatifs sont organisés et financés par les associations paroissiales et ne sont pas indiqués dans ce rapport.

Plusieurs rapports indiquent que des localités fournissent une grande aide pécuniaire cachée, surtout par l'emploi gratuit de services et de terrains municipaux, la remise d'impôts sur les installations récréatives, ou autres contributions indirectes.

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA RECRÉATION DANS LES MUNICIPALITÉS CANADIENNES

A4 - Subventions aux organismes à même les impôts

LOCALITÉS				Dépense globale rapportée par toutes les localités faisant rapport	Dépense globale rapportée par celles qui accordent des subventions	Montant global des subventions versées à même les impôts à des organismes privés et locaux	Pourcentage de subventions totales par rapport aux dépenses par les localités accordant des subventions
Groupe de Population	Nombre, privés de répondre	Nombre, qui ont fait rapport	Nombre, qui accordent des subventions	\$	\$	\$	
100,000 et plus	10	10	5	3,769,334.	2,517,133.	103,218.	4.10%
30,000 à 99,999	20	17	8	968,497.	489,517.	42,633.	8.71%
10,000 à 29,999	60	42	18	621,289.	378,513.	66,949.	17.69%
5,000 à 9,999	82	50	21	198,745.	86,798.	42,711.	49.21%
2,500 à 4,999	27	18	11	44,196.	41,496. *	18,105.	19.53% *
1,000 à 2,499	54	27	16	21,872.	19,345.	13,610.	70.35%
TOTAL	263	164	78	5,623,933.	3,532,802.	284,228.	8.05%

* La ville d'Arvida, incluse dans ce groupe, a rapporté un budget annuel de \$30,000. Ce chiffre a une influence marquée sur le sommaire, vu qu'il représente les trois quarts du total et réduit ainsi le pourcentage.

En général, le rapport indique que, bien que les plus grandes villes donnent plus de subventions aux organismes privés et locaux, les municipalités de moindre importance dépensent en subventions une plus forte proportion de deniers destinés à la récréation. Les rapports indiquent que plus de la moitié des localités faisant rapport accordent des subventions à des organismes privés et locaux.

Il importe de noter que parmi les localités moins importantes, un certain nombre rapportent que l'unique contribution municipale aux services récréatifs est une subvention versée à un organisme privé qui régit et administre le programme.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

A5 - Systèmes de financement des installations récréatives

LOCALITES		Nombre de municipalités selon la durée du financement					Charge municipale	
Groupe de population	Nombre qui ont fait rapport	Année courante	1 à 5 ans	5 à 10 ans	10 à 20 ans	20 ans et plus	Nombre de localités imputant les immobilisations sur le	
							Budget de la récréation	Budget municipal en général
100,000 et plus	10	1	2	3	2	3	2	8
30,000 à 99,999	17	6	4	2	1	1	6	9
10,000 à 29,999	42	8	1	6	3	-	13	12
5,000 à 9,999	50	7	-	7	6	-	7	23
2,500 à 4,999	18	-	-	1	2	-	1	5
1,000 à 2,499	27	1	2	1	1	-	1	13
TOTAL	164	23	9	20	15	4	30	70

NOTA: Ce tableau ne comprend que les municipalités qui ont déclaré leur manière de financer leurs immobilisations.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

A6 - Systèmes de location des installations

LOCALITES			Nombre de municipalités imposant un loyer pour l'usage de leurs installations			Localités sans installations municipales
Groupe de Population	Nombre, qui ont fait rapport	Nombre, qui n'exigent rien	Loyer nominal	Frais coûnants	Location à profit	
100,000 et plus	10	5	3	1	1	-
30,000 à 99,999	17	12	-	3	2	-
10,000 à 29,999	42	23	9	2	2	6
5,000 à 9,999	50	32	6	-	2	10
2,500 à 4,999	18	7	1	5	-	5
1,000 à 2,449	27	13	3	2	-	9
TOTAL	164	92	22	13	7	30

Des 164 localités qui font rapport, 92, soit 56 p. cent, exigent un loyer pour l'emploi des installations municipales; 42, soit 26 p. cent, exigent une espèce de loyer - la moitié demande un loyer nominal. Un tiers du reste, soit 4 p. cent du total, font un profit. Dans 18 p. cent des localités, il n'y a pas d'installations municipales.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

A7 - Lignes de conduite relative au personnel

LOCALITES.				Pourcentage des localités qui emploient un personnel de la récréation		
Groupe de population	Nombre, qui ont fait rapport	Emploient un personnel de la récréation		Personnel, responsable envers l'administration civique	Emplois permanents	Caisse de retraite ou de pension
		Nombre	Pourcentage			
100,000 et plus	10	10	100	100%	90%	60%
30,000 à 99,999	17	12	70.6	91.7%	83.3%	33.3%
10,000 à 29,999	42	22	52.4	95.5%	63.6%	18.2%
5,000 à 9,999	50	19	38.0	47.4%	26.3%	-
2,500 à 4,999	18	4	22.2	100%	-	-
1,000 à 2,499	27	3	11.1	66.7%	-	-
TOTAL	164	70	42.7	80.0%	54.3%	20.0%

La tendance à employer le personnel de la récréation tout comme les autres employés municipaux, sous l'autorité directe d'un service local, s'accuse, et elle représente la pratique courante dans 80 p. 100 des localités qui ont répondu à cette question.

Les autorités municipales, sauf dans les grandes villes, ont encore à faire comprendre au public que les bonnes normes d'emploi constituent une pratique désirable dans l'administration de la récréation. On a beau convenir que les autorités récréatives, après l'école et les confessions religieuses, insuffisent dans la localité une force dynamique déterminant la qualité de la vie collective; le public a beau supporter sur l'autorité, les principes désirables; contrairement à l'instruction (où les règlements provinciaux établissent les normes), la récréation fait encore face au problème de développer et d'employer des normes nationales pour son personnel.

Les données d'embauchage présentées au tableau A7 montrent quelques-unes des raisons pour lesquelles le recrutement d'un personnel compétent est difficile et, dans certains cas, impossible. Selon le rapprochement d'A7 avec A8, seulement 26 des 70 localités qui ont déclaré leurs lignes de conduite exigent soit une formation professionnelle en récréation (3 ayant fait rapport), soit une formation professionnelle dans les domaines connexes (23 ayant fait rapport) comme qualité requise pour le poste de directeur de la récréation locale. Fait à noter: 38 p. 100 des municipalités qui ont fait rapport ont dit fournir un emploi permanent, et 14, une caisse de retraite et de pension.

Peut-être la "grande région récréative", comme le "grand district scolaire", offrirait-elle au moins une solution partielle au problème affronté par les petites localités dont les budgets de la récréation permettent rarement d'employer un personnel bien exercé. Les programmes et services étendus à une région et financés par un budget spécial et mixte qui ferait de la localité le noyau de la région rurale avoisinante, faciliteraient l'essor de la récréation.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

A8 - Qualités requises des directeurs de la récréation

Qualités	Groupes de population						
	100,000 et plus	30,000 à 99,999	10,000 à 29,999	5,000 à 9,999	2,500 à 4,999	1,000 à 2,499	Total
Diplôme en récréation avec expérience			1				1
Diplôme en éducation physique, avec expérience		1			1		2
Diplôme en récréation, sans expérience			1	1			2
Diplôme en éducation physique, sans expérience				2			2
Grade universitaire (n'importe quel cours), avec expérience	1	4	3	1			9
Grade universitaire (n'importe quel cours), sans expérience	1		2				3
Diplôme en éducation physique ou en service social	1		1				2
Formation administrative	1		2	1	1		5
Expérience seulement	6	6	11	10	1	2	36
Personnalité, plus expérience		1	1	4	1	1	8
Nombre de localités qui n'ont pas fait rapport au sujet de ce poste		5	20	31	14	24	94
TOTAL	10	17	42	50	18	27	164

NOTA: La ligne "Expérience seulement" comprend toutes les localités où les qualités requises rapportées étaient "les même que celles exigées par une autre autorité municipale ou provinciale", qui pourrait être ou ne pas être de l'expérience en récréation. Cette ligne comprend en outre toutes les localités où "l'expérience et la formation" étaient les qualités requises, sans indiquer le genre de formation. Les renseignements contenus dans les rapports ne semblent pas faire de distinction entre les qualités désirées, les qualités réellement requises pour l'emploi, et les qualités que les localités ont pu se procurer.

Il est évident que les autorités municipales de la récréation ont encore à établir des normes en ce qui concerne les qualités requises des directeurs de la récréation. Un examen plus poussé du problème indique qu'il existe une étroite relation entre les lignes de conduite à désirer concernant l'emploi, d'une part, et les qualités requises d'autre part.

Si les théories, généralement acceptées sur l'importance de la récréation et l'opinion de l'autorité en ce qui concerne les effets à grande portée de l'emploi des loisirs, sur la citoyenneté, le moral et le bien-être, ont quelque valeur, alors la bonne pratique veut qu'elles participent à l'élaboration et à l'emploi de lignes de conduite perfectionnées relativement au personnel.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

B - Installations municipales

NOTA: Les détails suivants embrassent des installations étrangères à la liste générale et notées à la colonne 63 des rapports.

Numéro de série	Municipalité	Installations non autrement énumérées
4	Montréal (P.Q.)	2 téléphériques pour skieurs
6	Québec (P.Q.)	4 jeux de croquet - 1 salle de patinage à roulettes - 1 carrousel - 1 court de badminton; tous employés en la saison
7	Toronto (Ont.)	16 terrains de rugby - 6 champs de football-association - 1 court de crosse - 10 terrains de cricket; tous réguliers en dimensions et employés en la saison
8	Vancouver (C.-B.)	4 sites de canotage - 1 patinoire à curling - 4 courts de crosse (dimensions régulières); tous employés en la saison - 1 jeu de boulingrin à l'intérieur et 13 damiers extérieurs (14 pi. x 14) en usage toute l'année
9	Windsor (Ont.)	2 parcs à hockey et à crosse combinés - 1 salle de danse - 1 club de tennis et de quilles combinés - 1 parc à base-ball (illuminé) (établissement de \$40,000); tous utilisés en la saison
26	Victoria (C.-B.)	1 terrain de cricket utilisé en la saison - 7 terrains de football-association en usage toute l'année - 3 champs de rugby utilisés 9 mois par année
35	Fredericton (N.-B.)	Danse dans la rue 10 soirs par année
41	Lethbridge (Alb.)	Musée d'oiseaux ouvert toute l'année
51	Oshawa (Ont.)	1 kiosque à fanfare, utilisé en la saison
53	Peterborough (Ont.)	1 court de badminton - 1 piste de 1½ mille; tous deux employés en la saison - 1 maternelle pour 40 élèves toute l'année
68	Westmount (P.Q.)	1 kiosque à fanfare - 1 étang pour pêche à la mouche et aux appâts - 1 bassin de navigation - 2 pratiques de golf de 9 trous; tous utilisés en la saison
82	Kimberley (C.-B.)	1 patinoire à curling, utilisée en la saison
115	Vernon (C.-B.)	1 terrain de cricket
117	Weyburn (Sask.)	1 patinoire à curling (6 couches)
119	Yorkton (Sask.)	1 patinoire à curling (7 couches)
139	Assiniboia (Sask.)	1 patinoire à curling (6 couches)
143	Canora (Sask.)	1 patinoire à curling (3 couches) - 1 club de badminton
149	La Pêrade (P.Q.)	Bateaux à voiles et canots utilisés pendant l'été
151	Lloydminster (Sask.)	1 patinoire à curling (4 couches) - tir aux pigeons.
159	Rosthern (Sask.)	1 patinoire à curling (3 couches)
162	Salmon-Arm (C.-B.)	1 enclos à crosse régulier, utilisé en la saison

Installations municipales

Une soigneuse comparaison des détails rapportés au Tableau 13 avec ceux consignés ailleurs révèle que les municipalités qui ont répondu ont interprété ce poste d'une manière bien différente. On peut raisonnablement se demander si plusieurs des installations énumérées ont été acquises ou développées à même les impôts. La formule-questionnaire elle-même ajoute à ces difficultés vu qu'elle n'est pas suffisamment spécifique sur la manière dont les multiples installations ont été consignées.

Quelques rapports étaient explicites et donnaient des renseignements circonstanciés sur l'énumération multiple. Par exemple, lorsqu'un losange de baseball faisait partie d'un terrain athlétique ou d'une arène c'était indiqué, mais dans nombre de cas, des installations multiples semblent avoir été énumérées dans chaque catégorie où il était possible de les inscrire.

La variété des méthodes utilisées pour indiquer l'importance rend difficile, sinon impossible un sommaire précis ou une généralisation. En indiquant l'importance, quelques municipalités ont indiqué la capacité de l'auditoire où le nombre possible de participants, d'autres ont indiqué la superficie ou les dimensions exactes, tandis que d'autres ont employé des phrases comme "grandes", "petites" de "réglementaires". Il est difficile de comprendre comment ces renseignements auraient pu être consignés d'une manière satisfaisante sans recourir à des normes approuvées d'installations.

Pareillement, les renseignements fournis sur la période pendant laquelle les diverses installations ont réellement été employées, sont difficiles à compiler. Les rapports indiquent que l'emploi saisonnier prévaut (moins de 40 semaines par année). Tous les postes rapportés comme étant employés pendant plus de 40 semaines portent un "X" au Tableau B.

Seulement cent trente-quatre, soit 81.8 p. cent, des localités qui ont répondu ont indiqué qu'elles avaient des installations municipales. Dans l'ensemble, il s'agit généralement d'installations en plein air. Par exemple, cent six localités rapportent qu'elles fournissent des terrains de jeux, cent rapportent des losanges de balle molle et quatre-vingt-huit des terrains d'athlétisme. Les installations à l'intérieur ne semblent pas avoir été fournies aussi fréquemment. Bien que 71.6 p. cent des localités qui ont leur propres installations rapportent qu'elles fournissent, jusqu'à un certain point, de la récréation à l'intérieur, un grand nombre d'entre elles énumèrent seulement des postes tels que des salles de réunions. Quarante-neuf localités rapportent des centres récréatifs et vingt-sept des centres de jeunesse et d'adolescence. Cinquante-neuf localités rapportent des gymnases, y compris ceux des écoles.

Une analyse détaillée des vingt installations les plus fréquemment fournies paraît au Tableau B1.

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

B1 - Répartition des 20 installations les plus fréquentes

	Localité qui fait rapport		Nombre de municipalités/Nombre d'installations par groupe de population							Nombre total d'installations
	Nombre	Pourcentage	100,000 et plus	50,000 à 99,999	10,000 à 29,999	5,000 à 9,999	2,500 à 4,999	1,000 à 2,499		
Installations municipales	134	81.8	10	17	36	40	13	18		
Arènes	45	27.4	1/1	5/5	16/16	13/13	6/6	4/4	45	
Terrains d'athlétisme	88	53.7	8/100	11/15	33/63	24/40	6/11	9/11	350	
Losanges de baseball	109	66.1	10/86	16/54	31/84	30/46	10/13	12/13	296	
Centres et salles de récréation	49	29.9	7/67	6/6	14/21	10/15	6/8	6/6	123	
Terrains de golf	50	30.5	7/10	9/10	14/15	10/10	3/3	7/7	55	
Gymnases	59	36.0	1/62	6/39	16/49	19/26	6/10	7/10	196	
Salles d'assemblée	62	37.8	7/57	4/13	20/72	14/29	5/13	12/26	190	
Terrains de pique-niques	71	43.3	9/167	11/53	22/59	19/27	6/11	4/8	325	
Terrains de jeux	106	64.4	10/434	16/160	30/163	29/99	8/24	3/19	899	
Patinoires intérieures, glace artificielle	32	19.5	2/2	5/5	15/15	6/6	2/2	-	32	
intérieures, glace naturelle	12	7.5	-	1/1	1/1	3/3	2/2	5/5	12	
extérieures	98	59.3	10/671	15/233	30/204	20/62	9/20	14/23	1214	
Losanges de balle molle	100	60.6	9/637	15/159	32/147	25/62	11/23	8/10	1038	
Stades	28	17.1	7/11	6/8	8/9	4/5	1/1	2/2	36	
Piscines intérieures	16	9.8	6/24	1/1	6/7	1/1	1/1	1/1	35	
en plein air	74	32.9	7/41	9/21	18/29	15/16	2/2	3/3	92	
plages	44	26.8	4/20	9/10	11/16	14/40	2/3	4/4	93	
Courts de tennis	73	44.5	8/517	10/90	20/87	18/40	8/21	9/24	779	
Terrains de jeux pour enfants	40	24.4	5/129	6/26	13/36	12/23	2/4	2/2	220	
Grenouillères	77	47.0	10/129	14/51	22/45	19/22	6/6	6/7	260	

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA RÉCRÉATION DANS LES MUNICIPALITÉS CANADIENNES - C - Usage récréatif des autres installations municipales

Nota: Les localités ont été priées d'indiquer quelles installations, n'appartenant pas à la municipalité, ont été employées dans le programme civique de récréation, et d'indiquer en outre si elles ont été employées continuellement, selon la saison ou seulement en de rares occasions

Genre d'installation	Nombre de localités par groupes de population employant des installations récréatives non municipales																	
	100,000 et plus			50,000 à 99,000			10,000 à 29,000			5,000 à 9,999			2,500 à 4,999			1,000 à 2,499		
	Toute l'année	Saison seulement	Rarement	Toute l'année	Saison seulement	Rarement	Toute l'année	Saison seulement	Rarement	Toute l'année	Saison seulement	Rarement	Toute l'année	Saison seulement	Rarement	Toute l'année	Saison seulement	Rarement
<u>INSTALLATIONS SCOLAIRES</u>																		
Auditoriums	1	2	2		5	3	7	10	4	6	4	2	1			2	1	4
Gymnases	1	2	2		5	2	4	5	9	4	8	5		1		1	1	2
Salles de classe	1	3	1		5	1	2	4	7	1	7	4		3	1	1	3	1
Piscines		3			2			3			3	1						
Terrains de jeux	2	2			7	1	5	10	2	3	11	3	1	5	2	1	5	1
<u>INSTALLATIONS UNIVERSITAIRES</u>																		
Auditoriums		1																
Gymnases		1	1				1	1	1									
Stades		1	1				1	1	1	1								
Librairies		1						1										
<u>INSTALLATIONS D'ORGANISATIONS PARTICULIÈRES DE RÉCRÉATION</u>																		
Auditoriums		1	2			1	3	1	3	3		1				2		
Gymnases		1	2			1	3	1	3		3		1					
Salles de concert		1	2			1	3	1	3	1	3	1	2			2		
Piscines		1	2			1	3	2	2	1	3						1	
Autres							(a)	(b)	(c)	(u)	(e)		(f)		(g)	(h)		
<u>INSTALLATIONS OUTRE-LOCALES DE RÉCRÉATION</u>																		
Boulodromes		2			2	2	3	4	2	7	5	2	2		2	1		
Patinatoires intérieurs		1			3	1	3	8	1	3	4	1		1				
Terrains d'athlétisme					3	1	1	6	1	1	7	2			1			
Théâtres		1			2	1	3	2	3	7	2	2	3		2	7		
Autres					(i)								(j)	(k)	(l)			
<u>INSTALLATIONS DE JERQUES PARTICULIÈRES</u>																		
Courts de tennis					6	1	1	6		2	8	3	2	5	2		1	1
Terrains de golf					1	1	2	4		1	7	3	1	2	2			
Terrains de boulingrin		1			1		6			1	2	2						
Autres					(m)	(n)	(o)			(p)	(q)	(r)	(s)	(t)				
<u>AUTRES INSTALLATIONS NON ENUMÉRÉES CI-DESSUS</u>																		
				(u)		(v)	(x)					(y)						

Note: (a) Terrain de jeux
(b) Arènes
(c) Arènes
(d) Centres d'artisanat - Églises
(e) Salle des scouts - Églises
(f) Patinoire à hockey
(g) Patinoire - Billard - bibliothèque
(h) 4 patinoires à hockey - 2 tennis - Baseball

(i) Piscine
(j) Piscine - patinoire en plein air
(k) Patinoire en plein air - Téléphonique - Patinoire
(l) Patinoire
(m) Terrain de ball
(n) Cercles sociaux pour hommes
(o) 2 Curling - Badminton
(p) Curling
(q) Arène

(r) Curling
(s) Arène
(t) Fers à cheval - Hockey
(u) Maisons privées pour réunions
(v) Églises - Bibliothèque - Croix-rouge
(w) Clubs de ski - Cercles sociaux
(x) Club de ski - Cercles sociaux
(y) Gymnase militaire - Installations industrielles

EMPLOI D'AUTRES INSTALLATIONS MUNICIPALES POUR LA RECREATION

Une analyse du tableau C indique que plusieurs municipalités au Canada ne sont pas allées bien loin dans l'utilisation de toutes les installations de leurs localités. Chaque cité, ville et village a des installations en dehors de celles qui appartiennent à l'autorité municipale de la récréation. Nombre de ces installations peuvent être utilisées par l'autorité civique. Le problème semble en être un de liaison et de développement des procédés qui seront mutuellement satisfaisants.

Les immeubles scolaires offrent de multiples ressources qui pourraient être utilement employées pour donner plus d'ampleur et pour faire un meilleur usage du plan d'ensemble local de la récréation. Le gymnase d'école, les auditoriums et les salles de classe offrent des moyens virtuels pour le programme de récréation. Les cours de récréation et les terrains de jeux scolaires conviennent aux besoins du programme de récréation physique. Cependant, le tableau indique clairement qu'on emploie très peu ces ressources disponibles. Les cours scolaires de récréation par exemple, sont les installations les plus souvent employées qui figurent au tableau; néanmoins, seulement 36.6 p. cent des localités indiquent qu'elles les utilisent dans leur programme municipal.

Les installations appartenant aux collèges, aux universités, aux cercles et aux organismes privés de la récréation semblent être encore moins employées que celles des écoles. Les clubs privés de tennis sont les plus fréquemment utilisés dans ce groupe; néanmoins, seulement trente et une localités indiquent qu'elles les emploient dans leur programme de récréation. Vingt-quatre localités consignent des auditoriums et des salles de réunions d'organismes privés parmi les installations qu'elles utilisent.

La plupart des localités se sont rendu compte que dans le passé l'espace prévu pour ces activités ne répondait pas aux normes minimums établies. Un autre problème d'espace résulte directement de la participation accrue; il n'y a pas assez de terrains destinés à ces activités, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour recevoir toutes les personnes qui veulent les utiliser. De petites superficies ne répondant pas aux normes se sont avérées inefficaces et indésirables. Découragés par des terrains n'ayant pas les dimensions réglementaires, d'une part, et le peu d'occasions d'utiliser ceux qui existent, d'autre part, nombre de citoyens cessent de s'intéresser au programme public de récréation.

Aujourd'hui, il est généralement reconnu que les parcs, les programmes de récréation et les écoles ont besoin au moins d'espaces minimums réglementaires pour les sports et les jeux, et un nombre suffisant de ces espaces pour recevoir une proportion raisonnable des participants à un moment donné. Les terrains en plein air destinés à plusieurs fins et situés de telle sorte que l'école et les autorités récréatives puissent les utiliser, semblent être la réponse au problème, si le citoyen doit retirer le maximum de services en retour de l'argent qu'il dépense, quel que soit le budget qui prévoit la dépense. Les espaces à l'intérieur ou à l'extérieur, destinés à plusieurs fins, rendent certaines économies possibles. Les frais d'entretien diminuent alors que l'efficacité augmente. La surveillance est moins coûteuse. Il faut moins de personnes pour surveiller le programme d'ensemble lorsque les espaces destinés à ces activités sont intégrés dans de tels espaces fonctionnellement élaborés.

Très peu de localités ont les moyens de fournir des installations suffisantes et bien constituées pour les écoles et en même temps des installations suffisantes pour la récréation. Bien que l'emploi après l'école des installations éducatives ne puissent combler tous les besoins récréatifs, ils peuvent en combler quelques-uns vu que l'utilisation récréative maximum se poursuit après les heures de classe. Il ne faudrait pas en conclure que les installations scolaires qui répondent aux normes puissent servir à tous les besoins de la localité en matière de récréation.

Les urbanistes ont souligné qu'un plan combiné de parc-école-récréation offre les plus grands avantages possible sous forme de services pour chaque dollar versé en impôt. L'organisation conjointe, la coordination des dépenses et l'utilisation conjointe des installations est essentielle si les Canadiens veulent recevoir le maximum d'avantages de ces trois sources.

En évitant le chevauchement dans les phases de l'organisation, les localités peuvent libérer des fonds pour l'expansion d'après un plan qui répond aux besoins de tous les citoyens de la localité.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES

Rapport sur les régions rurales

On a décidé d'étudier, par une enquête dans une région rurale de chaque province, les localités d'une population inférieure à 1,000 âmes. Ce système, a-t-on cru, donnerait un échantillon convenable qui représenterait la situation canadienne. Pour protéger le choix de ces régions rurales, on a résolu de suivre les spécifications suivantes:

- a) Superficie de la région: 400 milles carrés.
- b) Population: entre 1,500 et 10,000 âmes.
- c) La région doit renfermer au moins une localité de 500 à 999 âmes, une de 200 à 499, et trois de 30 à 199. Toutes ses parties doivent se trouver à au moins 15 milles des localités de 1,000 à 2,999 âmes et à 30 milles des localités dont la population dépasse 4,000.
- d) S'il se peut, on doit éviter les régions dont les moyens de communication sont difficiles.
- e) On a encore avancé qu'une carte sommaire de la région, là où il y a possibilité, rendrait service. On pourrait y voir des renseignements comme ceux-ci: routes principales, rivières et gros ruisseaux, barrières aux communications (s'il y en a), lignes d'autobus, de chemin de fer, etc. En outre, on a conseillé d'y inclure une légende qui indiquerait les noms des localités et leur population, leurs groupes ethniques dominants s'il s'en trouve, et le langage parlé, s'il est autre que l'anglais.

Les rapports à incorporer à cette section viennent de l'Alberta et de la Saskatchewan. Au stage actuel, il n'existe pas assez de matière pour permettre de juger l'état général de la récréation rurale au Canada.

ALBERTA

La région rurale choisie comprend ces quatre localités: Strathmore (600 âmes), Gleichen (450), Cluny (150) et Namaka (50). On doit aux trésoriers des municipalités et à la maîtresse de poste de Namaka les renseignements donnés ici.

Administration

1. Dépenses

Immobilisations..... \$1,600

Frais courants d'exploitation..... \$4,257
(par les organismes locaux)

Il-dessus:

les salaires ont absorbé \$1,000
(2 instructeurs de natation; 4 moniteurs de
la santé et de la récréation non compris).

2. Sources de l'argent dépensé

Impôts locaux et subventions publiques \$1,600

3. Moniteurs employés par l'agence qui a fait rapport

Moniteurs rémunérés de la récréation - à temps partiel:
Hommes: 2- Femmes: 4 Total: 6

Travailleurs bénévoles - moniteurs seulement:
Hommes: 22 Femmes: 2 Total: 24

Travailleurs bénévoles - autres, y compris membres de conseils:
Hommes: 40 Femmes: 15 Total: 55

4. Autres organismes intéressés

Gleichen..... Chambre de commerce
 Cluny..... Chambre de commerce
 Strathmore..... Conseil municipal

Installations5. Terrains de parc et de récréation possédés, régis ou maintenus par les autorités qui ont fait rapport

Nombre de terrains..... 3 Superficie totale..... 16 acres

6. Terrains et champs de jeux et installations balnéaires où les agences qui ont fait rapport ont dirigé des initiatives

Piscines extérieures..... 2 été seulement

7. Maisons de récréation et centres d'intérieur où les agences qui ont fait rapport ont dirigé des initiatives

Maisons, y compris auditoriums et gymnases	4
Clubs, abris, etc.	4
Patinoires et arènes: Intérieur - glace naturelle (curling)	3
Exterieur - glace naturelle	4
Ecoles	4
Eglises et salles paroissiales	3

8. Autres installations

Plages	3	Court de fer à cheval	1
Terrain de golf, 9 trous	1	Espaces à patinoires	6
Losanges de balle molle	4	Patinoires extérieures	4
Piscines extérieures	2	Salles de réunion	12
Courts de tennis	4	Lieux à pique-niques	3
Terrains d'athlétisme	3	Terrains de jeux	4
Coquille ou kiosque à musique	1	Champs de tir (pigeons et cible)	6
Sous-sols d'église	4	Pente à toboggan	1
Centres récréatifs	7	Grenouillères	2
Gymnases	2		
Jeux de balle	2	Non surveillés - y compris écoles.	

9. Usage des écoles pour la récréation

Quatre écoles ont servi à certaines initiatives particulières. On n'a pas payé ces services. La Commission des écoles publiques et la division des écoles étaient les autorités en cause. En outre, les autorités enseignantes locales ont aidé à la formation de moniteurs et ont fourni l'espace d'emmagasinement.

Initiatives10. Arts et métiers

Cuir

Aiguille

Coquillages

Athlétisme et jeux

Base-ball

Ballon au panier

Golf

Tennis à palette

Balle molle

Ping-pong

Tennis

Sports en plein air

Acrobatie et gymnastique

Danse

Danses villageoises

Danses modernes

Danses à quatre

Danses à claquettes

Art dramatique

Pièces

Musique

Choeurs, groupes

Instruments, groupes

Initiatives extérieures

Camping (officieux)

Jardinage (officieux)

Equitation (officieux)

Naturisme (officieux)

Pique-niques (officieux)

Tir

Sports aquatiques

Pêche (officieux)

Natation

Sports d'hiver

Cabotage

Curling

Hockey sur glace

Patinage de fantaisie

Patinage ordinaire

Toboggan

Initiatives diverses

Initiatives pour militaires

(armée de réserve)

Fêtes locales

Jeux de salle (armée de réserve)

Lecture (bibliothèques scolaires)

Sauteries surveillées (écoles)

SASKATCHEWAN

La région choisie a pour limites un chemin de fer (N.C.) et une grande route d'un côté et la rivière Saskatchewan du Nord de l'autre. La superficie totale atteint à peu près 400 milles carrés. Les trois principales localités: St-Walburg (352 âmes), Spruce Lake (101) et Turtleford (350), se trouvent directement reliées et par rail et par route. Les distances sont 11, 8 et 8 milles respectivement. Les deux autres localités se relient à Spruce Lake par une route municipale et un embranchement du chemin de fer. Paradise Hill (192 âmes) se trouve à 18 milles de Spruce Lake, et Frenchmen Butte (100 âmes) à 12 milles plus loin. Cette dernière baigne sur une rivière et contient une des trois traverses du district.

Le plus proche endroit, au-dessus de 1,000 habitants est North Battleford, à plus de soixante-dix milles de toute localité de la région.

Le village de Paradise Hill a une population à moitié de langue française.

Administration1. Dépenses

St-Walburg	\$200, don à la Chambre de commerce pour une patinoire
Turtleford	\$ 50, don pour une patinoire
Spruce Lake	Don pour une patinoire, s'il le faut

Aucune de ces localités n'a un budget régulier pour la récréation.

2. Immobilisations

St-Walburg	\$200 pour une patinoire et une salle municipale.
Spruce Lake	\$250 pour une patinoire
Frenchman Butte	\$400 pour une patinoire

3. Autres organismes intéressés

St-Walburg	La Chambre de commerce a un club de curling.
Turtleford	Club de hockey
	Club de curling
	Club de balle molle (filles)
	Club de base-ball
Spruce Lake	Chambre de commerce
Paradise Hill	Club de curling et de patinage
	Chambre de commerce
	Club de base-ball

4. Financement de la récréation

St-Walburg	Fête des sports
	Chambre de commerce
Turtleford	Dons
	Fête des sports
Spruce Lake	Pique-nique
Paradise Hill	Tirages et danses
Frenchman Butte	Dons
	Tirages et danses

Installations

5. Installations possédées et exploitées par les agences qui ont fait rapport

St-Walburg	Patinoire
	Salle municipale
Spruce Lake	Patinoire
Paradise Hill	Losange de balle molle et de base-ball
Frenchman Butte	Patinoire

On ne demande aucun loyer pour l'usage de ces installations.

6. Installations possédées et exploitées par d'autres agences

		Capital investi
St-Walburg	Patinoire à curling	\$5,000
	Salle de légion	
	Salle paroissiale catholique	
Turtleford	Piste (société agricole)	\$6,600
	Club de hockey et de curling	
	Salle de légion	
Spruce Lake	Salle de légion	\$1,500
Paradise Hill	Patinoire à curling	\$7,500
	Patinoire à hockey	
	Salle de club ménager	
Frenchman Butte	Arène à patinoire	

L'usage de ces installations ne requiert aucun loyer.

7. Installations possédées et exploitées par les organismes commerciaux

St-Walburg	Allée de quilles
	Théâtre
Turtleford	Salle employée comme théâtre
Paradise Hill	Allée de quilles
	Théâtre

L'usage de ces installations peut s'arranger, si on le désire.

8. Construction projetée d'installations

St-Walburg	La Légion a acheté, au prix de \$2,500, une vieille école pour l'utiliser comme centre récréatif.
Frenchman Butte	On va construire une patinoire à curling.

ENQUETE NATIONALE SUR LA RECREATION DANS LES MUNICIPALITES CANADIENNES -

Liste alphabétique des localités qui ont fait rapport

<u>MUNICIPALITE</u>	<u>PROVINCE</u>	<u>NUMERO D'ORDRE</u>
Amherst	Nouvelle-Ecosse	70
Arthur	Ontario	138
Arvida	Québec	120
Assiniboia	Saskatchewan	139
Aurora	Ontario	121
Bagotville	Québec	122
Baie-de-Shawinigan	Québec	140
Barrie	Ontario	28
Blairmore	Alberta	141
Brampton	Ontario	71
Brandon	Manitoba	29
Brantford	Ontario	11
Bridgetown	Nouvelle-Ecosse	142
Bridgewater	Nouvelle-Ecosse	123
Calgary	Alberta	1
Camrose	Alberta	124
Canora	Saskatchewan	143
Chambly-Bassin	Québec	144
Charlottetown	Ile du Prince-Edouard	30
Chatham	Ontario	31
Cobourg	Ontario	72
Copper Cliff	Ontario	125
Cornwall	Ontario	32
Cranbrook	Colombie-Britannique	126
Crystal Beach	Ontario	145
Dartmouth	Nouvelle-Ecosse	33
Delta District	Colombie-Britannique	73
Drumheller	Alberta	74
Edmonton	Alberta	2
Edmundston	Nouveau-Brunswick	75
Elmira	Ontario	146
Forest Hill	Ontario	34
Fort Frances	Ontario	76
Fort St. John	Colombie-Britannique	147
Fort William	Ontario	12
Fredericton	Nouveau-Brunswick	35
Geraldton	Ontario	127
Glace Bay	Nouvelle-Ecosse	36
Gravenhurst	Ontario	128
Guelph	Ontario	37
Hamilton	Ontario	3
Hampstead	Québec	148
Hull	Québec	13
Ingersoll	Ontario	77
Joliette	Québec	38
Jonquière	Québec	39
Kamloops	Colombie-Britannique	78
Kenogami	Québec	80
Kelowna	Colombie-Britannique	79
Kenora	Ontario	81
Kentville	Nouvelle-Ecosse	129
Kimberley	Colombie-Britannique	82
Kingston	Ontario	14
Kitchener	Ontario	15

<u>MUNICIPALITE</u>	<u>PROVINCE</u>	<u>NUMERO D' ORDRE</u>
La Pérade	Québec	149
La Tuque	Québec	83
Lauzon	Québec	84
Leaside	Ontario	40
L'Epiphanie	Québec	150
Lethbridge	Alberta	41
Lévis	Québec	42
Lindsay	Ontario	85
Listowel	Ontario	130
Liverpool	Nouvelle-Ecosse	131
Lloydminster	Saskatchewan	151
London	Ontario	16
Longueuil	Québec	86
Lorretteville	Québec	132
MacLeod	Alberta	152
Maple Ridge District	Colombie-Britannique	87
Mattawa	Ontario	153
Medicine Hat	Alberta	43
Mimico	Ontario	44
Moncton	Nouveau-Brunswick	45
Montmagny	Québec	133
Montmorency	Québec	88
Montréal	Quebec	4
Moose Jaw	Saskatchewan	46
Nanaimo	Colombie-Britannique	89
Nelson	Colombie-Britannique	90
New Toronto	Ontario	91
New Waterford	Nouvelle-Ecosse	92
New Westminster	Colombie-Britannique	47
Niagara	Ontario	154
Niagara Falls	Ontario	48
North Bay	Ontario	49
North Cowichan	Colombie-Britannique	94
North Battleford	Saskatchewan	93
North Sydney	Nouvelle-Ecosse	95
North Vancouver District	Colombie-Britannique	96
Orillia	Ontario	50
Oshawa	Ontario	51
Ottawa	Ontario	5
Outremont	Québec	17
Owen Sound	Ontario	52
Oxford	Nouvelle-Ecosse	155
Paris	Ontario	134
Penticton District	Colombie-Britannique	97
Peterborough	Ontario	53
Portage-la-Prairie	Manitoba	98
Port Alberni	Colombie-Britannique	99
Port Arthur	Ontario	54
Port Colborne	Ontario	100
Prescott	Ontario	135
Preston	Ontario	101
Prince Albert	Saskatchewan	55
Prince George	Colombie-Britannique	102
Prince Rupert	Colombie-Britannique	103
Québec	Québec	6
Rawdon	Québec	156
Red Deer	Alberta	104
Regina	Saskatchewan	18
Renfrew	Ontario	105
Rigaud	Québec	157
Rockland	Ontario	158
Rosthern	Saskatchewan	159

<u>MUNICIPALITE</u>	<u>PROVINCE</u>	<u>NUMERO D'ORDRE</u>
St-Lambert	Québec	106
St-Boniface	Manitoba	56
St-Césaire	Québec	160
St-Gabriel-de-Brandon	Québec	161
St-Hyacinthe	Québec	57
St-Jean	Québec	58
St-Jean	Nouveau-Brunswick	21
St-Jean	Terre-Neuve	22
St. Thomas	Ontario	59
Ste-Thérèse	Québec	136
Salmon Arm	Colombie-Britannique	162
Saskatoon	Saskatchewan	19
Sault Ste-Marie	Ontario	60
Selkirk	Manitoba	107
Sherbrooke	Québec	20
Simcoe	Ontario	108
Sorel	Québec	61
Springhill	Nouvelle-Ecosse	109
Stellarton	Nouvelle-Ecosse	110
Stratford	Ontario	62
Sudbury	Ontario	23
Summerside	Ile du Prince-Edouard	111
Swift Current	Saskatchewan	112
Sydney	Nouvelle-Ecosse	63
Sydney Mines	Nouvelle-Ecosse	113
Témiscaming	Québec	163
Terrebonne	Québec	164
Thetford Mines	Québec	64
Les Trois-Rivières	Québec	24
Toronto	Ontario	7
Transcona	Manitoba	114
Truro	Nouvelle-Ecosse	65
Vancouver	Colombie-Britannique	8
Verdun	Québec	25
Vernon	Colombie-Britannique	115
Victoria	Colombie-Britannique	26
Victoriaville	Québec	116
Waterloo	Ontario	66
Welland	Ontario	67
Westmount	Québec	68
Wetaskiwin	Alberta	137
Weyburn	Saskatchewan	117
Windsor	Ontario	9
Winnipeg	Manitoba	10
Woodstock	Ontario	69
Yarmouth	Nouvelle-Ecosse	118
Yorkton	Saskatchewan	119
York Township	Ontario	27

Note: 1. Nombre de localités à qui la circulaire a été envoyée

Nombre de réponses reçues

2. Dans la fraction X/Y -

Par exemple: X/Y = 50/82 = 60.9%

Pop. 100,000 et plus
30,000 à 99,999
10,000 à 29,999
5,000 à 9,999
1,000 à 4,999

Toutes. (10)
Toutes. (20)
Toutes. (50)
Toutes. (62)

Toutes.
17.
42.
50.
45.

X - nombre de réponses reçues
Y - nombre de localités à qui la circulaire a été envoyée
Pourcentage = $\frac{\text{Nombre de réponses reçues}}{\text{Nombre de localités à qui la circulaire a été adressée}} \times 100$

3. Régions rurales - pour méthode de sélection voir Appendice "C".

POPULATION	C.-B.	ALB.	SASK.	MAN.	ONTARIO	QUEBEC	N.-B.	N.-E.	I.P.-E.	T.-N.	
100,000 et plus 10/10 - 100%	1/1 Vancouver	2/2 Calgary Edmonton		1/1 Winnipeg	4/4 Hamilton Ottawa Toronto Windsor	2/2 Montréal Québec					
30,000 à 99,999	1/1 Victoria		2/2 Regina Saskatoon		7/9 Brentford Fort William Kingston Kitchener	5/5 Hull Outremont Sherbrooke Les Trois- Rivières Verdon	1/1 Saint-Jean	0/1		1/1 Saint-Jean	
17/20 - 85%											
10,000 à 29,999	1/1 New West- minster	2/2 Lethbridge Medicine Hat	2/2 Moose Jaw Prince Albert	2/4 Brandon St-Boniface	20/28 Barrie Chatham Cornwall Forest Hill Guelph Leaside Mimico Niagara Falls North Bay Oshawa Owen Sound	8/16 Joliette Jonquière Lévis Sorel St-Hyacinthe St-Jean Thetford Mines Westmount	2/2 Fredericton Moncton	4/4 Dartmouth Glouce Bay Sydney Truro	1/1 Charlotte- town		
42/60 - 70%											
5,000 à 9,999	14/15 Kamloops Kelowna Kimberley Nanaimo Nelson Port Alberni Prince Rupert Vernon Districts Delta Maple Ridge North Cowichan North Vancouver Penticton	2/2 Drumheller Red Deer	4/4 North Battleford Swift Current Weyburn Yorkton	3/4 Fortage la Prairie Selkirk Trancona	11/28 Brempton Cobourg Fort Frances Ingersoll Kenora Lindsay	7/18 Kenogami La Tuque Lauson Longueuil Montmorency St-Lambert Victoriaville	1/2 Edmundeton	7/8 Amherst New Waterford North Sydney Springhill Stellarton Sydney Mines Yarmouth	1/1 Summerside		
50/82 - 60.9%											
2,500 à 4,999	1/3 Cranbrook	2/2 Camrose Wetaskiwin	0/2	0/2	7/7 Aurora Copper Cliff Geraldton Gravenhurst	12/20 Listowel Paris Prescott	5/7 Arvida Bégotville Loretteville Montmagny Ste-Thérèse	0/2	3/2 Bridgewater Kentville Liverpool		
18/27 - 66.7%											
1,000 à 2,499	2/5 Fort St. John Districts Salmon Arm	2/5 Blairmore Macleod	4/4 Assiniboia Cenora Lloydminster Rosthern	-/4	6/15 Arthur Crystal Beach Elmira	11/15 Mattawa Niagara Rockland	11/15 Baie-de- Shawinigan Chambly-Bassin Hampstead La Pêche L'Épiphanie Rawdon Rigaud St-Césaire St-Gabriel-de- Brandon Tremblaying Terrebonne	0/1	2/3 Bridgetown Oxford	0/1	
27/54 - 50%											
Régions rurales 2/9 - 22.2%		Régions rurales complétées	Régions rurales complétées								

SOMMAIRE DU RAPPORT DU COMITE DES RECHERCHES DU C.N.A.P.

"Enquête nationale sur la récréation dans les municipalités
canadiennes" - Octobre 1949

Le Conseil national d'aptitude physique a cherché à mettre à exécution, dans la mesure du possible, deux résolutions présentées par l'Association canadienne des parcs et de la récréation dans son rapport au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, plus tôt cette année.

1. "ATTENDU que les municipalités ont besoin de renseignements dignes de confiance sur les normes minimums fixées pour les installations, l'entretien, le programme et le personnel; et
ATTENDU que les municipalités ne peuvent poursuivre de recherches assez générales pour obtenir ces normes; et
ATTENDU que cette Association, par ses membres, est prête à aider à recueillir dans toutes les localités du Canada les données nécessaires;
ON DEMANDE au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social d'ajouter aux fonctions actuelles du Service de l'aptitude physique ces recherches dans le domaine des normes municipales en entretien des installations et en personnel."
2. "ATTENDU que les localités canadiennes requièrent des immobilisations immédiates pour agrandir et, en maints cas, inaugurer leurs services de parcs et de récréation; et
ATTENDU que les seuls films disponibles portent sur les grandes villes des Etats-Unis et ne conviennent pas au stage actuel de développement des municipalités canadiennes;
ON DEMANDE au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social de charger le Service de l'aptitude physique de produire un film qui donnera les principes selon lesquels un solide service municipal de récréation s'organise et s'administre."

Une analyse approfondie de ces demandes a révélé qu'elles comportent plusieurs études préliminaires. Les normes acceptées et utilisées aux Etats-Unis et dans le Commonwealth britannique varient beaucoup, comme les pratiques locales canadiennes. On a jugé inopportun d'utiliser les systèmes en vigueur ailleurs, et on a décidé d'instituer des normes canadiennes le plus tôt possible. Cela à l'esprit, on a proposé d'examiner la situation courante au pays pour rendre le travail futur plus objectif et plus précis. Un tel examen, c'était évident au début, exigeait la coopération des groupes nationaux les plus intéressés. On a pressenti à ce sujet la Fédération canadienne des maires et des municipalités et l'Association canadienne des parcs et de la récréation, toutes deux composées de représentants officiels de municipalités disséminées dans tout le pays. Résultat: les deux organismes ont consenti à aider, par leurs membres, à recueillir les données dans les localités de 5,000 âmes et plus. Les membres du Conseil national d'aptitude physique ont entrepris de se mettre en contact avec un échantillon des petites localités et des régions rurales.

Le Bureau fédéral de la statistique a informé le Conseil national d'aptitude physique que les localités de 1,000 à 5,000 âmes s'échantillonnent de façon satisfaisante si l'on prend les données d'un septième de tout le nombre, à condition d'employer pour la sélection une formule statistique. On a accepté la méthode décrite.

On a jugé nécessaire d'étudier, par une enquête dans une région rurale de chaque province, les localités inférieures à 1,000 âmes. Ce système, a-t-on cru, donnerait un échantillon convenable qui représenterait la situation canadienne. Pour protéger le choix de ces régions rurales, on a adopté les spécifications suivantes:

- a) Superficie de la région: 400 milles carrés.
- b) Population: entre 1,500 et 10,000 âmes.
- c) La région doit renfermer au moins une localité de 500 à 999 âmes, une de 200 à 499, et trois de 30 à 199. Toutes ses parties doivent se trouver à au moins 15 milles des localités de 1,000 à 2,999 âmes et à 30 milles des localités dont la population dépasse 4,000.
- d) S'il se peut, il faut éviter les régions dont les moyens de communication sont difficiles.

On a encore avancé qu'une carte sommaire de la région, là où il y avait possibilité, rendrait service. On pourrait y voir les renseignements comme ceux-ci: routes principales, rivières et gros ruisseaux, barrières aux communications (s'il y en a), lignes d'autobus, de chemin de fer, etc. En outre, on a conseillé d'y inclure une légende qui indiquerait les noms des localités et leur population, les groupes ethniques dominants, s'il s'en trouve, et le langage parlé, s'il est autre que l'anglais.

Le Conseil national d'aptitude physique en collaboration avec la Fédération canadienne des Maires et des Municipalités et l'Association des Parcs et Loisirs du Canada.

Nom de la ville..... Province.....
Questionnaire rempli par..... Titre officiel.....

Administration

1. Votre ville administre-t-elle un programme de loisirs publics?.....
2. Organismes municipaux:
- a) Donner le nom de l'organisme municipal ou des organismes municipaux (Commission des Loisirs, Commission des Parcs, etc.). Décrire chacun de ces organismes sous le rapport (1) de leur relation au conseil municipal; (2) de leur composition - nombre de membres-comment ils sont choisis ou nommés. Exemple: Commission des loisirs responsable au conseil de ville composée de neuf membres y compris le Commissaire des Parcs, trois échevins, deux membres de la Commission scolaire et trois autres membres choisis par le conseil de ville parmi les citoyens.
-
- b) Y a-t-il quelque commission consultative dont les fonctions se rattachent à l'un quelconque des organismes susmentionnés? Dans le cas de l'affirmative, quelle est sa composition? (Nombre de membres, comment sont-ils choisis ou nommés?).....
-
3. Organismes de loisirs qui ne relèvent pas d'une administration publique:
- a) Accordez-vous des subsides à des associations ou des organismes de loisirs autres que ceux de la municipalité?.....
- b) Dans le cas de l'affirmative, donner la liste des groupes qui reçoivent ces subsides:
-
- c) Quel a été le montant global des subsides octroyés en 1948?
-

4. Finances:

- a) Quelle somme globale a été votée à même les deniers municipaux pour toutes fins de loisirs dans votre budget de 1948?.....
- b) Si des deniers municipaux ont été répartis entre plusieurs départements ou organismes municipaux, donner la liste des départements et organismes et indiquer le montant alloué à chacun:
.....
.....
.....

5. Direction du programme:

- a) Employez-vous une ou plusieurs personnes directement chargée(s) de l'administration du programme des loisirs?
.....
.....
- b) A qui est-elle (sont-elles) immédiatement responsable(s)?.....
.....
.....
.....
- c) Son (leur) poste est-il considéré comme une nomination municipale qui lui (leur) donne droit à la retraite et autres avantages dont jouissent les fonctionnaires municipaux permanents, ou ce poste est-il de nature provisoire?
.....
.....
- d) Quelles sont les qualités requises pour ce poste (ou ses postes)?
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

6. Immobilisations pour les installations récréatives:

- a) Sur quelle période de temps répartissez-vous ordinairement le coût des principales immobilisations?.....
.....
- b) Quel a été le coût des immobilisations d'installations récréatives entreprises par le conseil municipal en 1948?.....
- c) Les débits annuels au compte capital sont-ils portés au budget des loisirs et montrés comme poste séparé des dépenses annuelles du service des loisirs ou sont-ils compris dans le coût du service général et inclusif de la dette municipale?
Débits portés aux frais de service de la dette générale de la municipalité?

7. Installations:

Quelle est la valeur estimative globale (immobilisations y compris les dépenses au compte capital de 1948) des propriétés ou du matériel qui servent aux loisirs et qui appartiennent à la municipalité? (N.B.: Y compris parcs, terrains de jeu, terrains de golf, arénas, et installations semblables appartenant à la municipalité, même si les autorités municipales ne les administrent pas directement)
.....
.....
.....
.....
.....
.....

8. Dans les colonnes appropriées ci-après, décrire l'importance des installations récréatives appartenant à la municipalité et l'usage qu'en font les citoyens.

Installations	Nombre	Capacité ou dimensions	Nombre estimatif de semaines d'usage durant l'année
Tir à l'arc			
Pistes			
Arénas			
Auditoriums			
Terrains de balle au camp			
Plages			
Boulingrins			
Jeux de quilles			
Camps de jour			
Camps (autres)			
Salle ou centres communautaires			
Soubassements d'églises			
Terrains de golf (9 trous)			
" " " (18 trous)			
Gymnases			
Balle au mur			
Fer à cheval			
Patinoires (glace)			
(en plein air)			
(intérieures - glace naturelle)			
(intérieures - glace artificielle)			
Salles de réunions			
Terrains de pique-nique			
Terrains de jeu			
Rues de jeu			
Salles de classe			
Gymnases scolaires			
Piscines scolaires			
Courts de galets			
Sauts en ski			
Terrains de balle molle			
Stadiums			
Piscines (intérieures)			
Piscines (en plein air)			
Centres d'adolescents			
Courts de tennis			
Théâtres (intérieurs)			
Théâtres (en plein air)			
Glissoires (toboggan)			
Terrains de jeu pour jeunes enfants			
Grenouillères			
Autres installations			

9. a) Quels organismes autres que l'organisme ou les organismes municipaux des loisirs dirigent ou se servent des installations ci-dessus? En donner la liste.

.....

.....

.....

b) Ces organismes doivent-ils payer un loyer?

c) Si l'on exige un loyer, sur quelle base se fonde-t-on pour en fixer le prix?

(Loyer nominal, suffisant pour couvrir les frais d'opération, etc.)

.....

10. Le programme ou les programmes civiques des loisirs utilisent-ils d'autres installations qui n'appartiennent pas à la municipalité? Dans le cas de l'affirmative, pointer les installations utilisées, dans la liste ci-dessous:

Genre d'installation	Utilisée en de rars occasions pour des événements spéciaux	Usage saisonnier	Usage continu toute l'année
<u>Installations scolaires:</u>			
1) Auditoriums
2) Gymnases
3) Salles de classe
4) Piscines
5) Champs de jeu
<u>Installations univer- sitaires:</u>			
1) Auditoriums
2) Gymnases
3) Stadiums
4) Piscines
<u>Installations récréatives d'ordre privé:</u> (ex.: Y.M.C.A., Y.W.C.A. Y.M.H.A., etc.)			
1) Auditoriums
2) Gymnases
3) Salles de club
4) Piscines
5) Autres (spécifier)
<u>Installations récréatives commerciales</u>			
1) Salles de quilles
2) Patinoires intérieures
3) Champs de sports
4) Théâtres
5) Autres (spécifier)
<u>Installations de clubs privés</u>			
1) Courts de tennis
2) Terrains de golf
3) Boulingrins
4) Autres (spécifier)
<u>Autres installations non mentionnées ci-dessus:</u>

- a) La municipalité paie-t-elle un loyer pour l'usage de ces installations?
.....
- b) Dans le cas de l'affirmative, combien coûte tous les ans à la municipalité la totalité des loyers?
.....
.....

623575
Gov.Doc. Canada. National Health and Welfare, Dept. of
Can Enquête nationale sur la récréation dans
N les localités canadiennes.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED

